

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

FILIÈRES ET INNOVATIONS

Sommaire

| | |
|--|----|
| EXPOSÉ DES MOTIFS | 3 |
| PROJET DE DÉLIBÉRATION | 5 |
| ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION | 9 |
| Annexe 1 : Fiches projets Pôles de compétitivité | 10 |
| Annexe 2 : Convention type pôles Crédits Etat | 40 |
| Annexe 3 : Fiche-projet - GLI 503 IOGS Soutien complémentaire | 58 |
| Annexe 4 : Convention type - Lieux d'innovation - Investissement | 62 |
| Annexe 5 : Fiches projets - 7 incubateurs | 72 |
| Annexe 6 : Convention type - Lieux d'innovation - Incubateurs | 89 |

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Soutien aux pôles de compétitivité (Crédits Etat)

A la demande des régions, l'État a engagé la régionalisation complète de la gouvernance et du financement de la politique des pôles de compétitivité, selon un calendrier prévoyant, depuis 2020, un versement à chaque région d'une enveloppe dédiée au soutien des pôles régionaux. A l'issue d'un processus de labellisation, associant l'Etat et les Région, l'ensemble des pôles franciliens ont été relabellisés pour la phase 5 de la politique des pôles. Cette phase 5 repose sur les grandes orientations suivantes :

Faire émerger des écosystèmes plus forts, mieux interconnectés et en capacité de répondre aux défis tant nationaux que régionaux grâce à des rapprochements ;

Renforcer le développement de l'action des pôles au niveau européen ;

Soutenir les PME et startups françaises dans leurs transformations et leur développement, en accompagnant des projets d'innovation et d'industrialisation technologiquement exigeants et structurants pour les filières industrielles.

En cohérence avec la convention relative au versement de crédits de l'État à la Région adoptée par la CP2023-206 du 1^{er} juin 2023, il vous est proposé de soutenir les pôles à hauteur de **1 903 361 €** en 2023 selon la répartition suivante :

- ASTECH PARIS REGION 190 115 €,
- CAP DIGITAL PARIS REGION 521 614 €,
- FINANCE INNOVATION 245 615 €,
- MEDICEN PARIS REGION 300 114 €,
- MOV'EO 106 789 €,
- SYSTEMATIC PARIS REGION 539 114 €.

2. Soutien complémentaire au projet de réhabilitation du Grand Lieu d'Innovation « 503 » de l'Institut d'Optique Graduate School

L'Institut d'Optique Graduate School (IOGS ou Institut d'Optique Théorique et Appliquée) est un établissement d'enseignement supérieur et de recherche de rang mondial dans les domaines de l'optique et de la photonique aux liens étroits avec l'industrie, notamment **quantique**. L'excellence de cet institut a été mise en lumière par la remise du prix Nobel de Physique à Alain Aspect, chercheur et enseignant à l'IOGS.

La Région avait soutenu à hauteur de 1 200 000 € la réhabilitation du Centre entrepreneurial « 503 » au titre du dispositif « Grands Lieux d'Innovation » dans le cadre de la CP 2017-612 du 22 novembre 2017. Dans le cadre de la finalisation des travaux de ce centre, devenu un lieu de référence parmi les lieux d'innovation et d'entrepreneuriat du territoire centré sur les entreprises innovantes, il est ainsi proposé d'affecter une autorisation de programme supplémentaire de **1 500 000 €**.

3. Soutien aux incubateurs régionaux d'excellence

Dans le cadre de sa politique de soutien aux lieux d'innovation, la Région propose de cibler 7 incubateurs d'excellence dont l'action s'inscrit pleinement dans la stratégie régionale : (i) des incubateurs accompagnant les startups DeepTech et CleanTech, (ii) des programmes en faveur de l'entrepreneuriat des femmes et (iii) des porteurs de projets à fort impact social ou environnemental. Il est ainsi proposé l'affectation d'une autorisation d'engagement de **290 000 € ventilés comme suit** :

- Agoranov (projets et start-up Deeptech) : **80 000 €**
- Incuballiance (projets et start-up Deeptech et CleanTech) : **80 000 €**
- Paris Biotech Santé (projets et start-up Deeptech) : **28 000 €**
- Willa (entrepreneuriat des femmes) : **40 000 €**

- La Ruche (entrepreneuriat des femmes, projets et start-up à impact) : **30 000 €**
- Descartes (CleanTech) : **20 000 €**
- 104 Factory (projets et startup à impact dans la filière des industries culturelles et créatives) : **12 000 €**

4. Cotisation Paris Europlace

L'association Paris Europlace a pour objet de promouvoir le développement de la place financière de Paris et le rayonnement de ses acteurs. Il est proposé de la soutenir à hauteur de **60 000 €**.

5. Soutien à des événements

Pour favoriser et stimuler l'entrepreneuriat, il vous est proposé de soutenir une série d'évènements à hauteur de 113 400 euros :

- **DIGIWORLD pour 45 000 €**, événement annuel clé en Europe pour les experts des télécommunications, de l'internet et des médias du monde entier.
- **COSMETIC 360 pour 40 000 €**, événement annuel clé en Europe pour les décideurs de l'innovation du monde entier pour la filière cométique.
- **Transfair 2023 pour 10 000 €**, le rendez-vous de la transmission d'entreprises sur deux jours en octobre 2023.
- **J'aime ma boîte pour 10 000 €**, visant à fédérer les salariés et entrepreneurs autour d'une journée de cohésion et convivialité.
- **Le HUBFORUM Paris pour 8 400 €**, le rendez-vous des décideurs business du numérique qui sera organisé le 3 et 4 octobre 2023.

6. Coopération INSEE-Région pour la réalisation d'études sur les filières aéronautique et spatiale

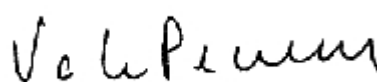
Dans le prolongement des recommandations du rapport régional de la Cour des comptes sur la filière aéronautique et spatiale francilienne, il est proposé de soutenir l'INSEE à hauteur de **3 917,75 €** pour réaliser conjointement une étude sur les filières aéronautiques et spatiale en coopération avec la Région qui fournira des données permettant d'enrichir les bases de données de l'INSEE.

Pour permettre la réalisation des actions de ce rapport, il convient de procéder au transfert suivant :

1 500 000€ d'autorisation de programme disponible sur le chapitre 906 « Action économique » code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme RE67-002 « Soutien à l'innovation », action 567002014 « Soutien à l'innovation » vers le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP67-002 « Soutien à l'innovation » action 16700204 « Incubateurs, grands lieux d'innovation ».

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 5 JUILLET 2023

FILIÈRES ET INNOVATIONS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 et modifié par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2015-2023 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 62-05 du 15 décembre 2005 relative à la participation de la Région à Paris Europlace et à l'institut Europlace de finance ;

VU la charte de partenariat signée entre la région Île-de-France et Paris Europlace le 12 mai 2006 ;

VU la délibération n° CR 63-07 du 27 septembre 2007 relative à l'emploi et aux filières pour favoriser le développement des PME-PMI franciliennes ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU les délibérations n° CP 05-1004 du 16 décembre 2005, 09-982 du 22 octobre 2009, 16-357 du 12 juillet 2016 et 2018-027 du 24 janvier 2018, relatives au soutien régional aux projets de R&D ;

VU la délibération n° CR 36-15 du 10 juillet 2015 modifiée par la délibération n° CR 2017-101 du 18 mai 2017, relative à l'ajustement de la délibération cadre n° CR 78-12 du 27 septembre 2012 relative à la politique de soutien à l'innovation ;

VU la délibération n° CP 2017-599 du 22 novembre 2017 relative à devenir la première *smart*

région d'Europe ;

VU la délibération n° CP 2019-163 du 19 mars 2019 relative à l'adoption de la convention-type « Soutien aux Grands Projets de RDI » ;

VU la délibération n° CP 2019-194 du 22 mai 2019 relative au soutien à l'innovation dans l'industrie ;

VU la délibération n° CP 2019-377 du 18 septembre 2019 relative à l'entrepreneuriat, l'international, le design ;

VU la délibération n° CP 2020-C33 du 18 novembre 2020 relative aux diverses dispositions financières ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant sur l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-440 du 19 novembre 2021 portant sur le soutien aux entreprises et l'accompagnement de la stratégie régionale ;

VU la délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022 relative au Schéma Régional de Développement Economique et d'Innovation d'Ile-de-France 2022-2028 (SRDEII) ;

VU la délibération n° CP 2022-188 du 20 mai 2022 portant sur les filières et l'innovation ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durées d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-206 du 1^{er} juin 2023 portant sur les filières et l'innovation ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-261 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien aux pôles de compétitivité

Décide de participer, au titre du dispositif de « soutien à la gouvernance des pôles de compétitivité », au financement (part État) du fonctionnement des 6 pôles de compétitivité détaillés dans les fiches-projets et annexes financières en annexe 1 de la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 1 903 361 €.

Approuve la convention-type jointe en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type susvisée en annexe 2 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 1 903 361 € disponible sur le chapitre 936 «

Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-004 « Soutien en matière de R&D », action 16700402 « Pôles de compétitivité », du budget 2023.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projets en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 2 : Soutien complémentaire au projet de réhabilitation du Grand Lieu d'Innovation « 503 » de l'Institut d'Optique Graduate School

Décide de participer au titre du dispositif de soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation au financement de la réhabilitation du Grand Lieu d'Innovation « 503 », tel que décrit dans la fiche-projet en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention de 1 500 000 € en faveur de l'IOGS (raison sociale : IOTA - INSTITUT D'OPTIQUE THEORIQUE ET APPLIQUEE).

Approuve la convention-type « Lieux d'innovation - Investissement » telle qu'elle figure en annexe 4 de la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention visée à l'alinéa premier à la signature d'une convention conforme à cette convention-type, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 500 000 € disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP 67-002 « Soutien à l'innovation », action 16700204 « Incubateurs, grands lieux d'innovation » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche-projet en annexe 3 à la présente délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 3 : Soutien aux incubateurs régionaux d'excellence

Décide de participer au titre du dispositif de soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation au financement des projets détaillés dans les fiches-projets en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 290 000 €.

Approuve la convention-type « Incubateurs » telle qu'elle figure en annexe 6 de la présente délibération.

Subordonne le versement des subventions visées à l'alinéa premier à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à cette convention-type, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 290 000 € disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « recherche et innovation », programme HP 67-002 « Soutien à l'innovation », action 16700206 « Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projets en annexe 5 à la délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 4 : Cotisation Paris Europlace

Affecte une autorisation d'engagement de 60 000 € disponible sur chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP 61-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107

« Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2023.

Article 5 : Participation de la Région aux événements 2023

Décide de participer aux événements suivants (Opérations directes) :

- **« DIGIWORLD »**

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 45 000,00 € disponible sur le chapitre budgétaire 935 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 57 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 57-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 15700106 « Evénements et acteurs numériques », du budget 2023.

- **« COSMETIC 360 »**

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 40 000,00 € disponible sur le chapitre budgétaire 935 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 57 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 57-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 15700106 « Evénements et acteurs numériques », du budget 2023.

- **« J'AIME MA BOITE »**

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 10 000,00 € disponible sur le chapitre budgétaire 935 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 57 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 57-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 15700106 « Evénements et acteurs numériques », du budget 2023.

- **« TRANSFAIR »**

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 10 000,00 € disponible sur le chapitre budgétaire 935 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 57 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 57-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 15700106 « Evénements et acteurs numériques », du budget 2023.

- **Le « HUBFORUM »**

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 8400,00 € disponible sur le chapitre budgétaire 935 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 57 « Technologies de l'information et de la communication », programme HP 57-001 « Aide au développement du territoire numérique », action 15700106 « Evénements et acteurs numériques », du budget 2023.

Article 6 : Coopération INSEE-Région pour la réalisation d'études sur les filières aéronautique et spatiale

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 3 917,75 € au titre du dispositif « Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires », prélevée sur le chapitre 936 « Action économique », Code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », Programme HP 632-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », Action 16300105 « Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI » du budget 2023.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiches projets Pôles de compétitivité

DOSSIER N° 23005767 - SOUTIEN 2023 AU POLE ASTech - Crédits État

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)

Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010

Imputation budgétaire : 936-67-65748-167004-400

Action : 16700402- Pôles de compétitivité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité | 1 250 000,00 € HT | 15,21 % | 190 115,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 190 115,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ASTECH PARIS REGION

Adresse administrative : 1 ALLEE DE BRUXELLES
93350 LE BOURGET

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Marie-Christine OGHLY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Subvention annuelle de fonctionnement.

Description :

Avec 220 adhérents, le pôle ASTech est chargé d'animer et de structurer les filières aéronautique, spatial et défense (ASD) en Île-de-France, filières stratégiques au sens de la politique régionale Impact 2028. ASTech est un acteur incontournable de l'innovation et un tiers de confiance soutenu par les grands groupes du domaine et le GIFAS (le syndicat des industriels du secteur aérospatial).

Le pôle ASTech est soutenu par la Région (220 000 euros octroyés par décision de la CP de mars 2023) et le présent dossier concerne le volet étatique du soutien, avec une subvention de 190 115 euros.

ASTech était en effet candidat pour poursuivre sa mission dans le cadre de la phase 5 des pôles de compétitivité. Déclinant les axes du SRDEII, les objectifs stratégiques de cette phase pour le pôle sont :

- la décarbonation des filières aéronautique et spatiale ;
- la protection des entreprises ASD face aux menaces cyber ;
- le renforcement de l'accès des entreprises ASD aux financements européens ;
- la poursuite de l'accompagnement des projets d'innovation en lien étroit avec les stratégies des grands groupes et les innovations académiques ;
- la valorisation de l'attractivité et des atouts régionaux à l'échelle européenne et internationale.

Après instruction par l'Etat et la Région, la candidature d'ASTech pour la phase 5 a été validée. Pour mesurer la mise en œuvre des actions exigées, des rendez-vous trimestriels avec l'Etat et la Région sont prévus.

La liste du plan d'actions du pôle figure dans le rapport n° CP 2023-095 du 29 mars 2023. Elle est présentée comme une déclinaison des objectifs stratégiques d'impact 2028 (SRDEII).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

L'Etat et la Région souhaitent maintenir le montant de leur subvention stable par rapport à l'exercice précédent. La Région avait subventionné ASTech à hauteur de 220 829 € (contre 220 000 en 2023) et l'Etat à hauteur de 191 176 euros.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

ANNEXE : Pôle ASTech Paris Region – budget prévisionnel

Budget prévisionnel 2023 du pôle ASTech Paris Region

| DEPENSES | Montant HT (€) | en % |
|---|------------------|--------------|
| Salaires et charges | 642 000 | 45,2% |
| Contribution des membres et bénévoles* | 170 000 | 12,0% |
| Achats de prestations | 427 000 | 30,0% |
| Etudes / Amorçage de projets | | |
| Marketing / Offre / Prospection | | |
| Animations Membres / Editions | | |
| Services juridiques et comptables | | |
| Cotisations - Déplacements | | |
| Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais) | 181 000 | 12,8% |
| TOTAL DEPENSES | 1 420 000 | 100% |
| TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE | 1 250 000 | |

* Hors assiette éligible

| RECETTES | Montant HT (€) | en % |
|--|------------------|----------------|
| Financements privés | 1 009 885 | 71 % |
| Prestations | 559 885 | |
| Cotisations privées | 280 000 | |
| Sponsorship/Contribution des membres | 170 000 | |
| Financements publics | 410 115 | 29 % |
| Collectivités Territoriales - Région Île-de-France | 220 000 | |
| Etat | 190 115 | |
| TOTAL RECETTES | 1 420 000 | 100,00% |

DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2023 (montant en €)

| | Achat de prestations | Salaires et charges (y/c frais de fonctionnement) | TOTAL | Dont Aide Etat/Région |
|---|----------------------|---|------------------|----------------------------------|
| Mission socle 1 (missions de type A - guide DGE) | 30 000 | 155 000 | 185 000 | Etat : 185 000 Région : 0 |
| Mission socle 2 (missions de type B - guide DGE) | 397 000 | 668 000 | 1 065 000 | Région : 220 000 Etat : 5 115 |
| Mission socle 3 (missions de type C - Guide DGE) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 427 000 | 823 000 | 1 250 000 | 420 000 |

ANNEXE : Modèle de compte rendu budgétaire du pôle

| en € | | 2023 | | 2024 | | 2025 | | 2026 | |
|---|--------------|---------|--------------|---------|--------------|---------|--------------|---------|--|
| | Conventionné | Exécuté | Conventionné | Exécuté | Conventionné | Exécuté | Conventionné | Exécuté | |
| Dépenses : | | | | | | | | | |
| Budget pôle | 1 250 000 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | |
| Répartition par type de dépenses | | | | | | | | | |
| dont : Frais de personnel | 642 000 | | | | | | | | |
| dont : Autres dépenses | 608 000 | | | | | | | | |
| Répartition par type de mission | | | | | | | | | |
| dont : Missions A | 185 000 | | | | | | | | |
| dont : Missions B | 1 065 000 | | | | | | | | |
| dont : Missions C | | | | | | | | | |
| dont : Missions D | | | | | | | | | |
| dont : Missions E | | | | | | | | | |
| Recettes : | | | | | | | | | |
| Financement privé | 1 009 885 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | |
| dont : Cotisations | 280 000 | | | | | | | | |
| dont : Valorisation contribution en nature d'origine privée | 170 000 | | | | | | | | |
| dont : Prestations | 559 885 | | | | | | | | |
| dont : Autres ressources privées | | | | | | | | | |
| Financement public | 410 115 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | |
| Etat – via Région 1 | 190 115 | | | | | | | | |
| Etat – via Région 2 | | | | | | | | | |
| CR 1 | 220 000 | | | | | | | | |
| CR 2 | | | | | | | | | |
| CR | | | | | | | | | |
| CR | | | | | | | | | |
| Fonds structurels | | | | | | | | | |
| Valorisation contribution en nature d'origine publique | | | | | | | | | |
| Autres financeurs publics | | | | | | | | | |
| Programmes européens (Horizon Europe, Cosme, Interreg,...) | | | | | | | | | |
| Dépenses | | | | | | | | | |
| Recettes | | | | | | | | | |

DOSSIER N° 23005730 - Soutien 2023 à Cap Digital bis (crédits Etat)

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)

Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010

Imputation budgétaire : 936-67-65748-167004-400

Action : 16700402- Pôles de compétitivité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité | 2 507 500,00 € HT | 20,80 % | 521 614,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 521 614,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAP DIGITAL IMVN

Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur CARLOS CUNHA, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La subvention permet de financer le programme d'actions annuel

Description :

Cap Digital est le pôle francilien de la transition numérique et écologique. Il rassemble un écosystème large composé de tous les acteurs de l'innovation : start-up, laboratoires de recherche, petites, moyennes et grandes entreprises, ETI, écoles, universités et investisseurs.

Le soutien à Cap Digital s'inscrit dans le cadre des objectifs de la phase 5 de la politique des pôles de compétitivité. Parmi les objectifs poursuivis :

- contribuer à la mise en oeuvre des politiques nationales d'innovation de l'Etat via leur participations aux instances nationales (CSF, AIF...)

Cap Digital contribue également à mettre en relation les territoires ainsi que les entreprises innovantes accélérant la transition écologique, tout en apportant à ces dernières leur expertise dans le montage de projet R&D.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Annexe 1 : Plan d'actions et d'objectifs

| Objectifs généraux | action | Objectifs opérationnels | Actions | Indicateurs de suivi |
|--|---|--|--|--|
| Soutenir la compétitivité économique des entreprises de la filière numérique régionale | ACTION 1 | Informer, prospecter, orienter - dispositifs publics régionaux de soutien de la R&D&I à l'expérimentation | Organisation d'évènements d'information intégrés dans le plan de communication du Conseil régional (de type Innov'Up expérimentation ou Impulse 2023), | Nbre d'évènements (3), Nbre de guichets privilégiés (3, Innov'up Expérimentation transition écologique, I Demo Region et Innov'Up Leader PIA) |
| | | Augmenter le nombre de projets collaboratifs déposés sur les guichets régionaux | Mise en œuvre d'un plan de sourcing (choix des guichets prioritaires en accord avec le Conseil régional, prospection et accompagnement au montage des projets) | Nbre de projets déposés impliquant une structure membre du pôle (20), Nbre de mises en relation (pme x GC, pme x labos, pme x collectivités territoriales) |
| | | Renforcer la robustesse technologique et concurrentielle des entreprises franciliennes | Soutenir les actions du DIM IA4IDF à destination des entreprises (relai media, matchmaking) | Nbre d'évènements (1), Nbre de supports (interviews audio et video, mise en avant sur de grands évènements de l'écosystème du pôle) |
| | ACTION 2 (objet d'une demande de financement FEDER complémentaire-valeurs communiquées base annuelle) | Accompagner l'accélération de la responsabilité numérique | Ateliers collectifs de sensibilisation en lien avec les nouveaux critères d'évaluation des guichets de financement public R&D&I et politique de <i>compliance</i> des grands donneurs d'ordre privés. | Campagnes à caler sur les principaux aap (1), Nbre de SU-PME bénéficiaires (20) |
| | | | Actions individuelles - Diagnostics et déploiement de plans d'actions basés sur des solutions innovantes | Nbre de diagnostics (20), Nombre de solutions expérimentées (20) |
| | | | Référencement d'un portefeuille de solutions green it et organisation d'un évènement de valorisation auprès de l'écosystème régional | Nbre d'évènements (1), Nbre de supports (1 de type booklet), + cartographie des solutions pertinentes |
| | ACTION 3 | Renforcer les compétences des salariés des PME | Participer à la mise en œuvre des plans d'actions "compétences et métiers d'avenir" en soutenant les écoles supérieures et universités lauréates du dispositif éponyme. Cap Digital est investi dans trois programmes avec l'IMT Paris, UP8-St Denis et ESTP Paris | Nbre d'évènements "portes ouvertes" organisés (3), Nbre de campagnes de sourcing de PME intéressées (3) |
| | ACTION 4 | Valoriser les jeunes pousses technologiques auprès des décideurs publics et privés | Organiser un évènement de type brokerage event pour présenter une sélection des nouveaux adhérents SU-PME technologiques | Nbre d'entretiens de qualification (120), Nbre d'évènements (1/semestre) |
| | ACTION 5 | Opérer une association d'excellence dans le domaine de l'innovation numérique et accompagner la région dans le déploiement de ses dispositifs de soutien | organisation des relations avec les ministères, les services du Conseil régional et autres partenaires de l'écosystème d'innovation régional (pôles de compétitivité, agences publiques régionales, autres entités partenaires du Conseil régional). Construction et développement d'une réseau relationnel européen | Interactions, coordination et conventions avec la DGE, le CGDD, BPI, ADEME, SGPI, IPR, CHOOSE PARIS REGION, MEDICEN, SYSTEMATIC, SOLAR IMPULSE, PEXE, CDC-Banque des territoires...). Participation à diverses instances européennes (GTN, EIT, EIC,...). Participation aux CSF (Comités stratégiques de filières) |
| | | | | |

| | | | | |
|--|----------|--|--|--|
| Soutenir l'accélération du déploiement des innovations numériques au bénéfice du développement durable des villes et territoires franciliens | ACTION 6 | Renforcer la base commune de connaissances | cartographier les expertises scientifiques franciliennes, repertorier les solutions numériques innovantes | une cartographie des équipes de recherche basées en IdF (1), un répertoire de solutions numériques innovantes (1) |
| | | | organisation de LEX pour les élu.e.s et acteurs publics (salons professionnels, centre de recherche et d'innovation publics et privés) | Nbre de learning Expedition (2),préidentifié le BIM WORLD, le Smart City Expo, ... |
| | | | valorisation editoriale des expertises d'excellence et success story | Nbre de notes, cahiers, podcast, interviews audio (4) |
| | ACTION 7 | Favoriser l'émergence de projets collaboratifs à impact | organisation d'évènements d'information intégrés dans le plan de communication du Conseil régional (de type Innov'Up expérimentation ou Impulse 2023), | Nbre d'évènements (2) |
| | | | accompagnement au montage de projets adressant les guichets de financement régionaux (a minima, lecture et labelisation, et à la demande coordination de consortium) | Nbre de mises en relation (10), Nbre de projets soumis aux guichets comptant une structure membre de Cap Digital (4), Nbre de guichets privilégiés (2, innov'up transition écologique et innov'up parcours de santé) |
| | | | accompagnement au montage de projets européens | Nbre de projets soumis (2), Nbre de projets financés (1) |
| | ACTION 8 | Opérer une association d'excellence dans le domaine de l'innovation numérique et accompagner la région dans le déploiement de ses dispositifs de soutien | organisation des relations avec les ministères, les services du Conseil régional et autres partenaires de l'écosystème d'innovation régional (pôles de compétitivité, agences publiques régionales, autres entités partenaires du Conseil régional). Construction et développement d'une réseau relationnel européen | Interactions, coordination et conventions avec la DGE, le CGDD, BPI, ADEME, SGPI, IPR, CHOOSE PARIS REGION, MEDICEN, SYSTEMATIC, SOLAR IMPULSE, PEXE, CDC-Banque des territoires...). Participation à diverses instances européennes (GTN, EIT, EIC,...). Participation aux CSF (Comités stratégiques de filières) |

Annexe 2 : Budget Prévisionnel 2022

| DEPENSES | | BP 2023 HT | en % |
|---|--|--------------------|---------------|
| Salaires et charges | | 1 630 000 € | 65,00% |
| Contribution des membres et bénévoles* | | | |
| Contribution des membres et bénévoles* | | | |
| Achats de prestations | | 470 000 € | 18,74% |
| Marketing | | | |
| Animation du réseau | | | |
| Coûts d'événementiel | | | |
| Honoraires consultants/prestataires | | | |
| Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais) (1) | | 407 500 € | 16,25% |
| Loyers et charges | | | |
| Comptabilité/RH | | | |
| Informatique | | | |
| Dépenses administratives | | | |
| Divers, impôts et taxes | | | |
| TOTAL DEPENSES | | 2 507 500 € | |
| TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE | | 2 507 500 € | |

* Hors assiette éligible

(1) Part applicable sur le budget Etat Ile-de-France

| RECETTES | | Montant en € | en % |
|---------------------------------------|--|--------------------|---------------|
| Financements privés | | 1 062 886 € | 42,39% |
| Cotisations privées | | 977 500 € | |
| Sponsoring événements | | | |
| Divers | | 85 386 € | |
| Projets européens | | | |
| Financements publics | | 1 444 614 € | 57,61% |
| Région Ile de France (2) | | 565 000 € | |
| Région Ile de France sur crédits Etat | | 521 614 € | |
| Autres collectivités territoriales | | 120 000 € | |
| Fonds structurels - FEDER | | 238 000 € | |
| TOTAL RECETTES | | 2 507 500 € | 100% |

(2) les missions A Ile-de-France ne sont pas comptabilisées dans le budget ni en dépense, ni en recette

| | Achat de prestations | salaires et charges +frais de fonctionnement | Montant sub Etat | %sub Etat | Montant sub région | %sub région | Montant recettes privées | % recettes privées | TOTAL |
|--------------|----------------------|--|-------------------|------------|--------------------|-------------|--------------------------|--------------------|---------------------|
| Mission A | 0,00 | 570 600,00 | 521 614,00 | 91% | 28 600,00 | 5% | 20 386,00 | 4% | 570 600,00 |
| Mission B | 470 000,00 | 1 466 900,00 | 0,00 | | 536 400,00 | 28% | 1 042 500,00 | 54% | 1 936 900,00 |
| Mission C | 0,00 | 0,00 | | | | | | | 0,00 |
| TOTAL | 470 000,00 | 2 037 500,00 | 521 614,00 | 21% | 565 000,00 | 23% | 1 062 886,00 | 42% | 2 507 500,00 |

Annexe 3 : Compte rendu annuel 2023

| <i>en €</i> | 2023 | |
|--|---------------------|----------------|
| | Conventionné | Exécuté |
| Dépenses : | | |
| Budget pôle | 2 507 500 € | 0 € |
| Répartition par type de dépenses | | |
| <i>dont : Frais de personnel</i> | 1630000 | |
| <i>dont : Autres dépenses</i> | 877500 | |
| Répartition par type de mission | | |
| <i>dont : Missions A</i> | 570600 | |
| <i>dont : Missions B</i> | 1936900 | |
| <i>dont : Missions C</i> | | |
| <i>dont : Missions D</i> | | |
| <i>dont : Missions E</i> | | |
| Recettes : | | |
| Financement privé | 1 062 886 € | 0 € |
| <i>dont : Cotisations</i> | 977500 | |
| <i>dont : Valorisation contribution en nature d'origine privée</i> | | |
| <i>dont : Prestations</i> | 85386 | |
| <i>dont : Autres ressources privées</i> | | |
| Financement public | 1 444 614 € | 0 € |
| <i>Etat</i> | 521614 | |
| <i>Région Ile de France</i> | 565000 | |
| <i>Fonds structurels</i> | 238000 | |
| <i>Valorisation contribution en nature d'origine publique</i> | | |
| <i>Autres financeurs publics</i> | 120000 | |

DOSSIER N° 23005909 - Soutien 2023 Finance innovation Crédits Etat

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)

Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010

Imputation budgétaire : 936-67-65748-167004-400

Action : 16700402- Pôles de compétitivité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité | 1 548 987,00 € HT | 15,86 % | 245 615,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 245 615,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS EUROPLACE

Adresse administrative : PL DE LA BOURSE
75002 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Augustin de ROMANET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La subvention permet de financer un programme d'actions annuel.

Description :

Avec plus de 570 membres, le pôle de compétitivité Finance innovation est chargé d'animer et de structurer la filière des activités financières et particulièrement les fintechs en Ile-de-France, filière transversale au sens de la politique régionale Impact 2028. Finance innovation est un acteur incontournable de l'innovation et un tiers de confiance soutenu par les grands groupes du secteur financier.

Le soutien de l'Etat à Finance innovation s'inscrit dans le cadre des objectifs de la phase 5 de la politique des pôles de compétitivité qui vise à :

- Faire émerger des écosystèmes plus forts, mieux interconnectés et en capacité de répondre aux défis tant nationaux que régionaux grâce à des rapprochements.
- Renforcer le développement de l'action des pôles au niveau européen, pour confirmer les succès de la phase 4 dans ce domaine et amplifier le rayonnement international de nos écosystèmes d'innovation en mobilisant les financements européens (programme Horizon Europe).
- Soutenir les PME et startups françaises dans leurs transformations et leur développement, en accompagnant des projets d'innovation et d'industrialisation technologiquement exigeants et structurants pour les filières industrielles, en cohérence avec les priorités nationales et régionales.

Finance innovation était candidat pour poursuivre sa mission dans le cadre de la phase 5 des pôles de compétitivité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Annexe : Budget prévisionnel Finance Innovation

Période : 1er Janvier 2023 - 31 Décembre 2023

| | BUDGET PREVISIONNEL 2023 | |
|--|--------------------------|-------------|
| DEPENSES | Montant en € | en % |
| Salaires et charges | 1 440 000 € | 55% |
| Contribution des membres et bénévoles | 0 € | |
| Achat de prestations | 655 576 € | 25% |
| Marketing | 92 000 € | |
| Animations du réseau | 114 576 € | |
| Coûts d'événementiel | 336 000 € | |
| Frais de mission | 18 000 € | |
| Honoraires consultants/prestataires | 95 000 € | |
| Frais de fonctionnement (locaux, téléphonie, équipement, frais) | 467 900 € | 18% |
| Loyers et charges | 281 000 € | |
| Comptabilité/RH | 100 000 € | |
| Informatique | 70 000 € | |
| Dépenses administratives | 16 900 € | |
| divers, impôts et taxes | 32 200 € | 1% |
| TOTAL DEPENSES | 2 595 676 € | 100% |
| TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE | 1 548 987 € | |

| RECETTES | Montant en € | en % |
|-----------------------------|--------------------|----------------|
| Financements privés | 2 335 061 € | 89,92% |
| Cotisations | 1 340 000 € | |
| Sponsoring événements | 570 000 € | |
| Divers | 239 000 € | |
| Projets européens | 186 061 € | |
| Financements publics | 260 615 € | 10,08% |
| Région IDF sur crédits Etat | 245 615 € | |
| Région Île-de-France | 15 000 € | |
| TOTAL RECETTES | 2 595 676 € | 100,00% |

| DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2023 | Montant en € | | |
|---|----------------------|---|--------------------|
| | Achat de prestations | Salaires et charges (y/c frais de fonctionnement) | TOTAL |
| Mission socle 1 (missions de type A - guide DGE) - Etat | 57 859 € | 129 953 € | 187 812 € |
| Mission socle 2 (missions de type B - guide DGE) - Etat | 419 336 € | 941 839 € | 1 361 175 € |
| Mission socle 2 (missions de type B - guide DGE) - Région | 39 088 € | 87 793 € | 126 881 € |
| TOTAL | 516 283 € | 1 159 585 € | 1 675 868 € |

ANNEXE : COMPTE-RENDU BUDGÉTAIRE DU PÔLE

POLE Finance innovation

| en € | 2023 | | 2024 | | 2025 | | 2026 | |
|---|--------------|---------|--------------|---------|--------------|---------|--------------|---------|
| | Conventionné | Exécuté | Conventionné | Exécuté | Conventionné | Exécuté | Conventionné | Exécuté |
| Dépenses : | | | | | | | | |
| Budget pôle | 2 595 676 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Répartition par type de dépenses | | | | | | | | |
| dont : Frais de personnel | 1 440 000 € | | | | | | | |
| dont : Autres dépenses | 1 155 676 € | | | | | | | |
| Répartition par type de mission | | | | | | | | |
| dont : Missions A | 187 812 € | | | | | | | |
| dont : Missions B | 1 488 056 € | | | | | | | |
| dont : Missions C | | | | | | | | |
| dont : Missions D | | | | | | | | |
| dont : Missions E | | | | | | | | |
| Recettes : | | | | | | | | |
| Financement privé | 2 149 000 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| dont : Cotisations | 1 340 000 € | | | | | | | |
| dont : Valorisation contribution en nature d'origine privée | | | | | | | | |
| dont : Prestations | 809 000 € | | | | | | | |
| dont : Autres ressources privées | | | | | | | | |
| Financement public | 260 615 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Etat – via Région 1 | 245 615 € | | | | | | | |
| Etat – via Région 2 | | | | | | | | |
| CR IDF | 15 000 € | | | | | | | |
| CR 2 | | | | | | | | |
| CR | | | | | | | | |
| CR | | | | | | | | |
| Fonds structurels | | | | | | | | |
| Valorisation contribution en nature d'origine publique | | | | | | | | |
| Autres financeurs publics | | | | | | | | |
| Programmes européens (Horizon Europe, Cosme, Interreg,...) | | | | | | | | |
| Dépenses | | | | | | | | |
| Recettes | | | | | | | | |

DOSSIER N° 23005167 - Soutien Medicen 2023 bis (Crédits Etat)

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)

Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010

Imputation budgétaire : 936-67-65748-167004-400

Action : 16700402- Pôles de compétitivité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité | 575 750,00 € HT | 52,13 % | 300 114,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 300 114,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEDICEN PARIS REGION

Adresse administrative : 13 RUE DE LOURMELLE
75015 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Christian DELEUZE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une subvention annuelle de fonctionnement

Description :

Medicen est le pôle francilien dédié à l'innovation dans le domaine de la santé. Avec plus de 500 membres il rassemble un écosystème large composé de tous les acteurs de l'innovation : start-up, laboratoires de recherche, petites, moyennes et grandes entreprises, ETI, écoles, universités et investisseurs.

Le soutien de l'Etat à Medicen s'inscrit dans le cadre des objectifs de la phase 5 de la politique des pôles de compétitivité qui vise à :

- Faire émerger des écosystèmes plus forts, mieux interconnectés et en capacité de répondre aux défis tant nationaux que régionaux grâce à des rapprochements.
- Renforcer le développement de l'action des pôles au niveau européen, pour confirmer les succès de la phase 4 dans ce domaine et amplifier le rayonnement international de nos écosystèmes d'innovation en mobilisant les financements européens (programme Horizon Europe).
- Soutenir les PME et startups françaises dans leurs transformations et leur développement, en accompagnant des projets d'innovation et d'industrialisation technologiquement exigeants et structurants pour les filières industrielles, en cohérence avec les priorités nationales et régionales.

Les différentes actions ont été listées dans le rapport n° CP 2023-095 du 29 mars 2023. Elles sont

présentées à travers les objectifs stratégiques d'impact 2028 (SRDEII):

- La souveraineté
- L'innovation
- L'attractivité et le rayonnement, notamment par des actions de promotion nationale et internationale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEI 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Annexe 2 : annexe financière**Plan de financement de la base subventionnable**

Période : 1er Janvier 2023 - 31 Décembre 2023

| DEPENSES | BP 2022 HT | en % |
|--|----------------|-------------|
| <i>Salaires et charges</i> | 255 750 | 44% |
| <i>Achats de prestations</i> | 200 000 | 35% |
| Etudes / Amorçage de projets | | |
| Marketing / Offre / Prospection | | |
| Animations Membres / Editions | | |
| Services juridiques et comptables | | |
| <i>Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)</i> | 120 000 | 21% |
| Loyers et charges | | |
| Télécom | | |
| TOTAL DEPENSES | 575 750 | 100% |

| RECETTES | Montant en € | en % |
|---|----------------|-------------|
| <i>Financements privés</i> | 275 636 | 48% |
| Fondateurs | | |
| Cotisations privées | | |
| Sponsors | | |
| hip | | |
| <i>Financements publics</i> | 300 114 | 52% |
| <i>Collectivités Territoriales</i> | | |
| Région Ile de France sur | 300 114 | |
| Crédits Etat | | |
| TOTAL RECETTES | 575 750 | 100% |

| DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS | | Montant en € | | Montant Sub Etat | % Sub Etat |
|---------------------------------|----------------------|---|------------------|------------------|------------|
| | Achat de prestations | Salaires et charges + frais de fonctionnement | TOTAL | | |
| Mission A | 50 000 | 164 500 € | 214 500 € | 150 114 € | 70% |
| Mission B | 150 000 | 211 250 € | 361 250 € | 150 000 € | 42% |
| TOTAL | | | 575 750 € | 300 114 € | |

ANNEXE : MODÈLE DE COMPTE-RENDU BUDGÉTAIRE DU PÔLE MEDICEN

| en € | | 2023 | | 2024 | | 2025 | | 2026 | |
|---|--------------|---------|--------------|---------|--------------|---------|--------------|---------|--|
| | Conventionné | Exécuté | Conventionné | Exécuté | Conventionné | Exécuté | Conventionné | Exécuté | |
| Dépenses : | | | | | | | | | |
| Budget pôle | 575 750 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | |
| Répartition par type de dépenses | | | | | | | | | |
| dont : Frais de personnel | 255 750 | | | | | | | | |
| dont : Autres dépenses | 320 000 | | | | | | | | |
| Répartition par type de mission | | | | | | | | | |
| dont : Missions A | 214 500 | | | | | | | | |
| dont : Missions B | 361 250 | | | | | | | | |
| dont : Missions C | | | | | | | | | |
| dont : Missions D | | | | | | | | | |
| dont : Missions E | | | | | | | | | |
| Recettes : | | | | | | | | | |
| Financement privé | 275 636 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | |
| dont : Cotisations | 150 000 | | | | | | | | |
| dont : Valorisation contribution en nature d'origine privée | | | | | | | | | |
| dont : Prestations | 125 636 | | | | | | | | |
| dont : Autres ressources privées | | | | | | | | | |
| Financement public | 300 114 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | |
| Etat – via Région 1 | 300 114 | | | | | | | | |
| Etat – via Région 2 | | | | | | | | | |
| CR 1 | | | | | | | | | |
| CR 2 | | | | | | | | | |
| CR | | | | | | | | | |
| CR | | | | | | | | | |
| Fonds structurels | | | | | | | | | |
| Valorisation contribution en nature d'origine publique | | | | | | | | | |
| Autres financeurs publics | | | | | | | | | |
| Programmes européens (Horizon Europe, Cosme, Interreg,...) | | | | | | | | | |
| Dépenses | | | | | | | | | |
| Recettes | | | | | | | | | |

DOSSIER N° 23005972 - Soutien au pôle Nexmove 2023 - Crédits Etat

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)

Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010

Imputation budgétaire : 936-67-65748-167004-400

Action : 16700402- Pôles de compétitivité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité | 1 499 901,00 € HT | 7,12 % | 106 789,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 106 789,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOV'EO
Adresse administrative : 50 RUE ETTORE BUGATTI
76800 ST ETIENNE DU ROUVRAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Remi BASTIEN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le pôle a déjà engagé des dépenses.

Description :

Dédié à l'automobile et, plus largement, aux mobilités, MOV'EO couvre les régions Normandie et l'Île-de-France. L'Île-de-France est la première région automobile française avec près de 19% des effectifs de l'industrie automobile française et 40 099 salariés en 2017. En termes de nombre d'établissements, avec 190 établissements, elle se classe seconde après la région Auvergne-Rhône Alpes.

La convention 2023 de la Région Ile-de-France avec NextMove présente les actions spécifiques qui seront mises en place en Ile-de-France dans le cadre de la déclinaison de la stratégie Phase V du pôle de compétitivité NextMove.

La liste du plan d'actions du pôle figure dans le rapport n° CP 2023-095 du 29 mars 2023. Elle est présentée comme une déclinaison des objectifs stratégiques d'impact 2028 (SRDEII).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE NextMove

Période : 1er janvier 2023 - 31 décembre 2023

| DEPENSES | | Prévisionnel 2023 | % |
|---|--|--------------------|-------------|
| Salaires et charges | | 772 670 € | 52% |
| Contribution des membres et bénévoles* | | 200 000 € | 13% |
| Achats de prestations | | 255 100 € | 17% |
| Communication/promotion/supports | | 170 000 € | |
| Réflexion stratégique / expertise | | 65 100 € | |
| Animations Membres / Réunion | | 20 000 € | |
| Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais) | | 271 800 € | 18% |
| Frais divers de gestion | | 221 800 € | |
| Frais de déplacement | | 50 000 € | |
| TOTAL DEPENSES | | 1 499 570 € | 100% |
| TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE | | 1 299 570 € | |

* Hors assiette éligible

| RECETTES | | Prévisionnel 2023 | |
|---|--|--------------------|--------------|
| Financements privés | | 762 318 € | 50,8% |
| Cotisations privées | | 397 437 € | |
| Services | | 79 881 € | |
| Reprise sur reserve | | 85 000 € | |
| Valorisation du temps passé par les experts et bénévoles* | | 200 000 € | |
| Financements publics | | 737 252 € | 49,2% |
| Collectivités Territoriales | | | |
| Région Ile de France | | 200 000 € | |
| Région Normandie | | 262 016 € | |
| Etat | | | |
| Via Région Ile de France | | 106 789 € | |
| Via Région Normandie | | 168 447 € | |
| TOTAL RECETTES | | 1 499 570 € | |

| DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS 2023 | Montant en € | | | % | | % | |
|--------------------------------------|----------------------|---------------------|-------------|-------------------------------|-------------------------|------------------------------------|------------------------------|
| | Achat de prestations | Salaires et charges | TOTAL | Montant subvention Région IDF | % subvention Région IDF | Montant Crédit Etat via Région IDF | % Crédit Etat via Région IDF |
| Mission A | 276 600 € | 291 959 € | 568 559 € | 71 691 € | 13% | 40 739 € | 7% |
| Mission B | 250 300 € | 480 711 € | 731 011 € | 128 309 € | 18% | 66 050 € | 9% |
| Mission C | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0% | 0 € | 0% |
| TOTAL | 526 900 € | 772 670 € | 1 299 570 € | 200 000 € | 15% | 106 789 € | 8% |

ANNEXE : Modèle de compte rendu budgétaire du pôle Nextmove

| en € | | 2023 | | 2024 | | 2025 | | 2026 | |
|---|--------------|---------|--------------|---------|--------------|---------|--------------|---------|--|
| | Conventionné | Exécuté | Conventionné | Exécuté | Conventionné | Exécuté | Conventionné | Exécuté | |
| Dépenses : | | | | | | | | | |
| Budget pôle | 1 499 570 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | |
| Répartition par type de dépenses | | | | | | | | | |
| dont : Frais de personnel | 772 670 € | | | | | | | | |
| dont : Autres dépenses | | | | | | | | | |
| Répartition par type de mission | | | | | | | | | |
| dont : Missions A | 568 559 € | | | | | | | | |
| dont : Missions B | 731 011 € | | | | | | | | |
| dont : Missions C | | | | | | | | | |
| dont : Missions D | | | | | | | | | |
| dont : Missions E | | | | | | | | | |
| Recettes : | | | | | | | | | |
| Financement privé | 762 318 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | |
| dont : Cotisations | 397 437 € | | | | | | | | |
| dont : Valorisation contribution en nature d'origine privée | | | | | | | | | |
| dont : Prestations | | | | | | | | | |
| dont : Autres ressources privées | | | | | | | | | |
| Financement public | 737 252 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | |
| Etat – via Région 1 | 106 789 € | | | | | | | | |
| Etat – via Région 2 | 168 447 € | | | | | | | | |
| CR 1 | 200 000 € | | | | | | | | |
| CR 2 | | | | | | | | | |
| CR | | | | | | | | | |
| CR | | | | | | | | | |
| Fonds structurels | | | | | | | | | |
| Valorisation contribution en nature d'origine publique | | | | | | | | | |
| Autres financeurs publics | | | | | | | | | |
| Programmes européens (Horizon Europe, Cosme, Interreg,...) | | | | | | | | | |
| Dépenses | | | | | | | | | |
| Recettes | | | | | | | | | |

DOSSIER N° 23006525 - SOUTIEN SYSTEMATIC 2023 bis (Crédits Etat)

Dispositif : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité (n° 00000304)

Délibération Cadre : CR69-10 du 18/11/2010

Imputation budgétaire : 936-67-65748-167004-400

Action : 16700402- Pôles de compétitivité

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité | 2 965 338,00 € HT | 18,18 % | 539 114,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 539 114,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYSTEMATIC PARIS REGION
Adresse administrative : 2 BOULEVARD THOMAS GOBERT
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-LUC BEYLAT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Subvention annuelle de fonctionnement

Description :

Systematic est le pôle francilien dédié à l'innovation dans les DeepTechs. Avec plus de 800 membres il rassemble un écosystème large composé de tous les acteurs de l'innovation : start-up, laboratoires de recherche, petites, moyennes et grandes entreprises, ETI, écoles, universités et investisseurs.

Le soutien de l'Etat à Systematic s'inscrit dans le cadre des objectifs de la phase 5 de la politique des pôles de compétitivité qui vise à :

- Faire émerger des écosystèmes plus forts, mieux interconnectés et en capacité de répondre aux défis tant nationaux que régionaux grâce à des rapprochements.
- Renforcer le développement de l'action des pôles au niveau européen, pour confirmer les succès de la phase 4 dans ce domaine et amplifier le rayonnement international de nos écosystèmes d'innovation en mobilisant les financements européens (programme Horizon Europe).
- Soutenir les PME et startups françaises dans leurs transformations et leur développement, en accompagnant des projets d'innovation et d'industrialisation technologiquement exigeants et structurants pour les filières industrielles, en cohérence avec les priorités nationales et régionales.

Les différentes actions ont été listées dans le rapport n° CP 2023-095 du 29 mars 2023. Elles sont présentées à travers les objectifs stratégiques d'impact 2028 (SRDEII) : la souveraineté, l'innovation,

l'attractivité et le rayonnement, notamment par des actions de promotion nationale et internationale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Annexe financière

BUDGET PREVISIONNEL

Période : 1er Janvier 2023 - 31 Décembre 2023

CONVENTION ETAT

| DEPENSES | BP 2023 HT | en % |
|---|--------------------|--------------|
| <i>Salaires et charges</i> | 2 526 585 € | 67,1% |
| <i>Contribution des membres et bénévoles*</i> | 800 000 € | 21,2% |
| <i>Achats de prestations</i> | 277 094 € | 7,4% |
| <i>Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)</i> | 161 659 € | 4,3% |
| TOTAL DEPENSES | 3 765 338 € | 100% |
| TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE | 2 965 338 € | 79% |

* Hors assiette éligible

| RECETTES | Montant en € | en % |
|---|--------------------|--------------|
| <i>Financements privés</i> | 1 248 760 € | 33,2% |
| <i>Contribution des membres et bénévoles*</i> | 800 000 € | 21,2% |
| <i>Financements publics</i> | 1 716 578 € | 45,6% |
| Collectivités Territoriales | | |
| Région Ile-de-France | 895 000 € | |
| Conseil Départemental 91 | 20 000 € | |
| Conseil Départemental 77 | 10 500 € | |
| CAPS - Paris-Saclay | 50 000 € | |
| CACP - Cergy Pontoise | 10 000 € | |
| CAPC - Plaine Commune | 12 631 € | |
| Cœur d'Essonne | | |
| Agglomération | 23 000 € | |
| Ville Antony | 15 000 € | |
| Etat | | |
| CRIF - ETAT régionalisé | 539 114 € | |
| Etat - DGA | 110 000 € | |
| Autres financeurs / HAE | 31 333 € | |
| TOTAL RECETTES | 3 765 338 € | 100% |

| DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS | | | | Montant en € | | |
|---------------------------------|----------------------|---------------------|-------------|---------------------------|----------------------|-----------------------|
| | Achat de prestations | Salaires et charges | TOTAL | Montant sub région (ETAT) | %Subv. Région (ETAT) | % financement publics |
| Mission de type A (Guide DGE) | 43 276 € | 463 635 € | 506 911 € | 451 371 € | 89,04% | 100% |
| | | | | | | |
| Mission de type B (Guide DGE) | 395 478 € | 2 062 950 € | 2 458 428 € | 87 743 € | 3,57% | 49% |
| | | | | | | |
| Mission de type C (Guide DGE) | | | 0 € | | | |
| | | | | | | |
| TOTAL | 438 753 € | 2 526 585 € | 2 965 338 € | 539 114 € | 18,18% | - |

ANNEXE : MODÈLE DE COMPTE-RENDU BUDGÉTAIRE DU PÔLE

| en € | 2020 | | 2021 | | 2022 | | 2023 | |
|--|----------------|-------------|--------------|-------------|----------------|-------------|--------------|---------|
| | Conventionné * | Exécuté | Conventionné | Exécuté | Conventionné * | Exécuté | Conventionné | Exécuté |
| Dépenses : | | | | | | | | |
| Budget pôle | 3 908 596 € | 4 293 705 € | 3 907 043 € | 4 803 035 € | 3 506 991 € | 3 897 280 € | 3 765 338 € | 0 € |
| Répartition par type de dépenses | | | | | | | | |
| <i>dont : Frais de personnel</i> | 2 720 499 € | 2 707 672 € | 2 763 797 € | 2 818 039 € | 2 490 807 € | 2 462 806 € | 2 526 585 € | |
| <i>dont : Valorisation</i> | 630 000 € | 885 292 € | 500 000 € | 945 702 € | 450 000 € | 826 039 € | 800 000 € | |
| <i>dont : Autres dépenses</i> | 558 098 € | 700 742 € | 643 246 € | 1 039 294 € | 566 183 € | 608 435 € | 438 753 € | |
| Répartition par type de mission | | | | | | | | |
| <i>dont : Missions A</i> | 538 237 € | 580 475 € | 695 870 € | 686 052 € | 519 351 € | 520 066 € | 506 911 € | |
| <i>dont : Missions B</i> | 3 370 360 € | 3 713 230 € | 3 211 172 € | 4 116 983 € | 2 987 640 € | 3 377 215 € | 3 258 428 € | |
| <i>dont : Missions C</i> | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | |
| <i>dont : Missions D</i> | | | | | | | | |
| <i>dont : Missions E</i> | | | | | | | | |
| Recettes : | | | | | | | | |
| Financement privé | 1 855 519 € | 2 060 618 € | 1 902 810 € | 2 705 955 € | 1 772 669 € | 2 049 176 € | 1 888 760 € | 0 € |
| <i>dont : Cotisations</i> | 970 000 € | 969 432 € | 994 000 € | 933 878 € | 743 086 € | 601 898 € | 628 732 € | |
| <i>dont : Valorisation contribution en nature d'origine privée</i> | 530 000 € | 712 805 € | 450 000 € | 736 764 € | 400 000 € | 660 810 € | 640 000 € | |
| <i>dont : Prestations</i> | 340 000 € | 340 131 € | 433 810 € | 426 554 € | 537 033 € | 535 783 € | 578 917 € | |
| <i>dont : Autres ressources privées</i> | 15 519 € | 38 250 € | 25 000 € | 608 758 € | 92 550 € | 250 685 € | 41 112 € | |
| Financement public | 2 053 078 € | 2 257 584 € | 2 004 233 € | 2 097 081 € | 1 734 322 € | 1 848 079 € | 1 876 578 € | 0 € |
| <i>Etat</i> | 886 514 € | 886 514 € | 720 234 € | 720 234 € | 540 175 € | 540 175 € | 539 114 € | |
| <i>Région Ile-de-France</i> | 848 750 € | 848 750 € | 893 288 € | 963 288 € | 895 589 € | 895 589 € | 895 000 € | |
| <i>Départements / Agglomérations</i> | 112 814 € | 175 497 € | 205 711 € | 146 712 € | 113 131 € | 113 131 € | 141 131 € | |
| <i>DGA - AID</i> | 105 000 € | 105 000 € | 75 000 € | 30 000 € | 110 000 € | 110 000 € | 110 000 € | |
| <i>DGE - Soldes actions diverses</i> | | 15 681 € | 10 000 € | | | | | |
| <i>Région Nouvelle-Aquitaine</i> | | | 50 000 € | 0 € | | | | |
| <i>Fonds structurels</i> | | 5 251 € | | | | | | |
| <i>Valorisation contribution en nature d'origine publique</i> | 100 000 € | 172 486 € | 50 000 € | 208 939 € | 50 000 € | 165 229 € | 160 000 € | |
| <i>Autres financeurs / HAE</i> | | 48 405 € | | 27 908 € | 25 427 € | 23 955 € | 31 333 € | |
| <i>Fonds structurels</i> | | | | | | | | |
| <i>Valorisation contribution en nature d'origine publique</i> | | | | | | | | |
| <i>Autres financeurs publics</i> | | | | | | | | |
| | | | | | *Avenant | | | |

Annexe 2 : Convention type pôles Crédits Etat

CONVENTION ANNUELLE

ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE POLE DE COMPETITIVITE x

Entre

La Région Île-de-France, située au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

et

Le pôle X

Association régie par la loi de 1901

N° SIRET : x

Sis()e : x

Représentée par son Président, **Monsieur xxxx**, dûment habilité

Ci-après dénommée « **xxxxx** »,

D'autre part,

Ci-après dénommés ensemble « les **Parties** »,

LE PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ PREAMBULE :

Pour le pôle :

Dans le cadre l'appel à projet national pour la phase 5 des pôles de compétitivité, l'association X a été labellisée par l'Etat comme pôle de compétitivité. Cette labellisation reconnaît la légitimité du pôle X et le positionne comme un acteur moteur dans l'animation de l'écosystème d'innovation francilien sur la thématique XXX.

Pour la Région :

Dans le cadre de la stratégie Impact 2028 - schéma régional de développement économique, d'internationalisation et d'innovation (SRDEII), la Région ambitionne d' « Être leader dans les innovations stratégiques' » (Axe 4 du schéma).

A cette fin, sept filières prioritaires sont identifiées :

- Numérique, Industrie de la donnée et industries créatives
- Eco-construction, ville durable et intelligente
- Energies vertes et décarbonées
- Aéronautique – Spatial – Défense
- Mobilité durable et intelligente (dont automobile)
- Santé et soins
- Luxe et cosmétique
- Agriculture, agro-alimentaire et nutrition

De façon complémentaire, les verticales technologiques suivantes ont été identifiées comme prioritaires pour la Région :

- IA (Intelligence Artificielle)
- HPC (calcul à haute performance)
- Quantique
- Matériaux et cleantechs
- Hydrogène
- Bioproduction, biotechnologies
- Technologies pour la santé
- Deeptech de manière générale

Le partenariat actuel entre les pôles de compétitivité et la Région prenant fin en 2022, il a été convenu de formaliser un nouveau partenariat dans le cadre de conventions d'objectifs et de moyens afin de :

- Renforcer l'articulation et les synergies entre les missions du pôle et les politiques régionales de développement économique et d'innovation
- S'accorder sur une ambition commune traduite dans des objectifs partagés
- Donner davantage de visibilité à la filière / écosystème animée par le pôle à des fins d'attractivité mais aussi pour une meilleure lisibilité des entreprises franciliennes

Pour l'Ile-de-France, ce versement correspond en 2023 à 1 903 361 € destinés à financer le fonctionnement des 6 Pôles de compétitivité franciliens : Astech, Cap Digital, Finance Innovation, Medicen, Mov'eo, Systematic. **La convention actant du transfert des crédits Etat- Région a été approuvée en CP 2023-206 du 1^{er} juin 2023.**

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

En conséquence de quoi les **Parties** ont décidé de conclure la présente Convention d'objectifs et de moyens.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de cette convention d'objectifs et de moyens a pour objet de préciser les engagements respectifs du pôle de compétitivité X et de la Région Ile-de-France, ainsi que les conditions de suivi et d'évaluation des missions et des actions du pôle de compétitivité X sur la période du 1^{er} janvier x au 31 décembre x.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DU PÔLE DE COMPETITIVITE

2.1. La réalisation d'un plan annuel d'actions

Le pôle de compétitivité X s'engage à réaliser le plan d'action défini d'un commun accord avec la Région et présenté sur la fiche projet en annexe 1 ci-joint.

A cette fin, il s'engage à adresser à la Région les grandes lignes du plan d'actions de l'année dans le cadre de l'instance de coordination Région/Pôle prévu à l'article 5.1.

La réalisation du plan annuel d'actions de travail fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation formalisée selon le Modèle de compte rendu budgétaire présenté en Annexe 1.3 et 2.

2.2. Les objectifs du plan d'actions

Pour la période 2023 - 2026, le plan d'action du pôle devra s'inscrire dans le cahier des charges de la phase V de la politique des pôles de compétitivité qui fixe les objectifs suivants :

- Faire émerger des écosystèmes plus forts, mieux interconnectés et en capacité de répondre aux défis tant nationaux que régionaux grâce à des rapprochements.
- Renforcer le développement de l'action des pôles au niveau européen, pour confirmer les succès de la phase qui s'achève dans ce domaine et amplifier le rayonnement international de nos écosystèmes d'innovation en mobilisant les financements européens (programme Horizon Europe).
- Soutenir les PME et startups françaises dans leurs transformations et leur développement, en accompagnant des projets d'innovation et d'industrialisation technologiquement exigeants et structurants pour les filières industrielles, en cohérence avec les priorités nationales et régionales.

Chaque objectif, chaque action et les dépenses qui lui sont liées devront être fléchés vers le régime d'aide d'Etat pertinent conformément à l'annexe 3 jointe à la convention.

Pour les années suivantes, sous réserve d'une confirmation des engagements financiers de l'Etat, ces objectifs seront repositionnés afin d'être en cohérence avec les orientations de la politique régionale en faveur des pôles de compétitivité.

2.3: Obligation en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

2.4. Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

2.5. Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

En vertu de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail, adoptée par délibération du Conseil Régional n° CR 08-16 du 18 février 2016, le pôle de compétitivité X s'engage à recruter au moins X stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois par année d'exécution de la présente convention. Le pôle de compétitivité X saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Le pôle de compétitivité X informe la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires ou alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) à la mise en œuvre de cette obligation.

2.6. Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le pôle de compétitivité X s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien le pôle de compétitivité prend la forme de la mention « action cofinancée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la Charte graphique régionale.

Pour les opérations ayant une dimension internationale ou le justifiant, la marque de territoire « Paris Region » pourra se substituer à celui de la Région Ile-de-France.

Le pôle autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication, sauf utilisation de la marque territoriale.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logo sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France, sauf utilisation de la marque territoriale. Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Lorsque le projet subventionné comprend la production de supports à diffuser (plaquettes, affiches, actes de colloques, livres, ou tout autre support), le bénéficiaire s'engage à :

- échanger en amont avec les services régionaux sur les principaux documents de communication ;
- mettre à disposition de la Région au maximum 1% de la quantité produite pour chaque type de supports réalisés ;
- laisser libre de droit d'auteur le support et son contenu dans le cas où la Région souhaite l'utiliser dans un cadre institutionnel, sous réserve qu'elle prenne charge l'achat des supports ou leur coût de reproduction.

L'octroi de la subvention régionale est subordonné à la production de l'ensemble de ces informations et au respect des obligations auxquelles l'organisme s'engage en application du présent article.

2.7. Obligations administratives

Le pôle de compétitivité X s'engage à :

- conserver et archiver, pendant 10 ans, l'ensemble des documents et données produits ou reçus dans le cadre de son activité, lesquels relèvent du régime juridique des archives publiques dès leur création (Code du Patrimoine, art. L211-4). Passée leur durée d'utilité administrative une partie de ces archives a vocation à être versée aux archives régionales pour conservation définitive ou historique, (périmètre défini par la Région - Service des archives régionales- en lien le pôle de compétitivité X). Les archives hors de ce périmètre devront être éliminées dans les règles propres aux archives publiques. Pour ce faire, le pôle de compétitivité X s'engage à contacter la Région (service des archives régionales). En cas de conservation des données et documents chez un tiers archiviste, le pôle de compétitivité X s'engage à faire appel à un prestataire agréé pour la conservation d'archives publiques dont la liste est disponible sur le site des Archives de France <https://francearchives.fr/fr/section/24437377>. En tant qu'organisme produisant des archives publiques, le pôle de compétitivité X s'engage à stocker et traiter ses données sur le territoire français ;
- respecter le code de la commande publique ,
- respecter la réglementation relative aux aides d'Etat pour chaque typologie de mission réalisée (notamment les articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) et pour les aides (quel que soit leur forme) qu'elle fournit aux entreprises ;
- faire précéder tous les déplacements de son personnel d'un ordre de mission écrit et signé par le Président de l'organisme ou par son délégataire ;
- rembourser à son personnel les frais de mission et de représentation, sous réserve de la production d'un compte rendu de la mission, et dans le respect des procédures internes à le pôle de compétitivité X ;
- définir et mettre en œuvre des procédures d'achat et de paiement (compte bancaire, régie d'avance, carte bancaire, etc.).

2.8. Obligations d'information et d'accès aux documents

Le pôle de compétitivité X s'engage à :

- faire parvenir à la Région, 7 jours au moins avant les réunions du Conseil d'Administration et 15 jours au moins avant les réunions de l'Assemblée Générale, les documents figurant à l'ordre du jour et à produire les procès-verbaux des dites réunions ;
- répondre à toute demande d'information et de document relative à son suivi budgétaire et financier, et produire semestriellement une situation de trésorerie mensualisée et actualisée ;
- fournir semestriellement les indicateurs dont la liste est décrite en annexe de la fiche projet;
- informer la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention ;
- faire parvenir à la Région, le cas échéant, la liste des instances internes à l'organisme susceptibles d'orienter et de mettre en œuvre la politique de l'organisme ou l'engagement des dépenses ;
- informer la Région de tout contrôle opéré par un organisme de recouvrement (administration fiscale, URSSAF) et communiquer les notifications.

2.10. Le cadre budgétaire et comptable

Le pôle de compétitivité X s'engage à :

- respecter les dispositions en vigueur quant à l'utilisation des fonds publics ;
- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des organismes et fondations ;

- adopter une comptabilité analytique et la présentation de son budget en conformité avec la déclinaison de ses missions en objectifs généraux, objectifs opérationnels voire en actions, tel que décrit dans l'article 2 et en annexe ;
- fournir annuellement à la Région, dès leur approbation :
 - l'avant-projet de budget de l'année à venir ;
 - le budget et le programme d'actions annuel définitifs ;
 - et au plus tard avant le 30 juillet de l'année N, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) du dernier exercice clos certifiés par un Commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce, et notamment un compte emploi ressources si l'organisme fait appel à la générosité du public ;
 - dans les délais utiles, tous les rapports et correspondances émis par le Commissaire aux comptes ;
 - et au plus tard avant le 30 juillet de l'année N, le rapport d'activité annuel du dernier exercice clos.

ARTICLE 3 : Engagements de la Région

3.1. La réalisation des objectifs

La Région s'engage à soutenir financièrement le pôle de compétitivité X pour la réalisation du programme d'actions défini par le présent partenariat. Ce soutien prend la forme d'une subvention annuelle.

La Région s'engage à communiquer régulièrement au pôle de compétitivité X les informations sur :

- les délibérations en lien avec ses missions ;
- les évolutions du règlement budgétaire et financier de la Région l'impactant.

La Région s'engage en outre à :

- associer le pôle de compétitivité X à l'ensemble des instances régionales mises en place dans le cadre de d'Impact 2028 (SRDEII) ;
- informer le pôle de compétitivité X des travaux engagés dans le cadre du déploiement des politiques économiques régionales.

3.2. Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

L'association dispose d'un délai maximum de 12 mois à compter de la délibération, pour présenter un premier appel de fonds. Passé ce délai, la subvention est caduque et le bénéfice de la subvention est perdu en application du règlement budgétaire et financier de la Région.

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte ou d'une avance, ladite subvention devient caduque et est annulée. A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération.

Le versement des sommes dues s'effectuera, pour la Région, selon l'échéancier suivant :

- un premier acompte à valoir sur les dépenses déjà effectuées (selon le modèle proposé en annexe et signé par le représentant légal) ou une première avance, à valoir sur les paiements prévus, si l'association justifie ne pas disposer de trésorerie (production d'un plan de trésorerie de 12 mois de la structure tel que proposé en annexe), en proportion du taux de la subvention, le cumul de l'acompte et de l'avance ne pouvant excéder 80% du montant de la subvention annuelle,
- le solde sera versé après la production :
 - d'un rapport d'activité,
 - des comptes annuels de l'association certifiés par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes (si l'association en est dotée)
 - d'une présentation du budget annuel réalisé - dans un format similaire au budget prévisionnel annexé à la fiche projet - signé par le représentant de l'association (par nature de dépense – ex. modèle proposé en annexe).
 - d'un relevé analytique des dépenses par mission subventionnée (conformément au programme annuel) précisant l'objet et le montant des dépenses au titre de l'action subventionnée. Il est signé et certifié sincère par le représentant de l'association (selon le modèle proposé en annexe).

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé) ainsi que d'un compte-rendu d'exécution qui rendra compte de la mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Il est rappelé que la subvention régionale demeure globale, par application du taux d'intervention régional au regard du budget annuel réalisé conformément au programme subventionné.

Il appartient aux pôles de compétitivité de respecter notamment l'ensemble des règles prévues par le régime RDI n° SA.58995 - pôle d'innovation.

Il appartient au pôle de veiller au respect des taux d'intervention publics identifiés par mission dans l'annexe à la fiche projet et conformément à la réglementation des aides d'Etat (notamment les articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) et en cohérence avec le guide de financement des pôles de compétitivité produit par la Direction Générale des Entreprises.

Au moment du versement du solde de la subvention, la Région doit être en possession des informations et documents mentionnés à l'article 2.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

3.3. Restitution éventuelle de la subvention

En cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis dans l'article 2, et après mise en demeure de justification de le pôle de compétitivité X, de retard significatif ou de modification substantielle sans validation de la Région des conditions d'exécution de la convention par le pôle de compétitivité X, la Région peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 4 : Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, la Région et le pôle de compétitivité X s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et

du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « *le règlement européen sur la protection des données* »).

ARTICLE 5 : Suivi et évaluation des actions

5.1 Coordination stratégique entre la Région et le pôle de compétitivité

Deux instances de coordination permettront au pôle et à la Région d'articuler leurs actions et de suivre l'avancement respectif des partenaires.

Un comité opérationnel se réunira de façon trimestrielle a minima :

- Passer en revue les actualités (Communication, sollicitation prise de parole Région,...)
- Avancement des actions de la convention et nouveaux projets soumis par le pôle
- Echange et alertes sur la filière et les grands comptes.

Un comité stratégique se réunira une à deux fois par an pour :

- Réaliser un point global sur la convention
- Présenter les éléments marquant dans la vie du pôle et les nouvelles politiques régionales
- Retour d'expérience et évolution de la convention le cas échéant
- Présentation et préparation des objectifs de la convention en n + 1.

5.2 Evaluation des actions et suivi des indicateurs

L'évaluation des objectifs et le suivi des actions sont engagés par le pôle de compétitivité X au travers d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs tels que précisés en annexe à la fiche projet, et de tout autre dispositif d'enquête et de suivi des bénéficiaires d'actions de le pôle de compétitivité X.

Ceux-ci sont susceptibles d'évoluer en tant que de besoin à la demande de la Région et/ou du pôle de compétitivité X. Cette évaluation fait l'objet d'un travail itératif avec les services de la Région dans le cadre de l'instance de suivi.

Les indicateurs de suivi sont transmis à la Région sur une base semestrielle dans les trente jours suivant la fin du semestre précédent. Les indicateurs consolidés de l'année N doivent être transmis au plus tard dans les trente jours suivant le premier trimestre de l'année N+1. Ces indicateurs sont assortis le cas échéant de commentaires pour faciliter la compréhension des résultats obtenus.

L'analyse de ces indicateurs doit constituer une base afin de :

- disposer d'une description précise et étayée de données objectives et chiffrées des actions menées grâce aux financements apportés à l'organisme ;
- mesurer les résultats obtenus et les retombées indirectes des actions de l'organisme.

ARTICLE 6 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 5 juillet 2023. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention ou à défaut en cas d'application des règles de caducité figurant à l'article 3.2 de la présente convention.

ARTICLE 7 : Contrôle de la Région

À tout moment, le pôle de compétitivité X s'engage à faciliter le contrôle sur place par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, en vue de vérifier la réalisation des actions, l'application des dispositions conventionnelles et l'emploi des fonds publics, notamment par

l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 8 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil régional et des instances du pôle. Celui-ci précisera explicitement les éléments modifiés de la convention.

ARTICLE 9 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le pôle de compétitivité X. Dans ce cas, la Région adresse au pôle de compétitivité X une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse au pôle de compétitivité X la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au pôle de compétitivité X par la Région.

ARTICLE 10 : Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière. La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région

Article 11 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont la Convention et ses annexes, à savoir :

- Annexe 1 – Le fiche projet et ses propres annexes :
 - Annexe financière incluant les dépenses éligibles par mission
 - Annexe plan d'actions
 - Annexe modèle de compte-rendu budgétaire du pôle
- Annexe 2 - Tableau de synthèse des régimes d'aide par type de mission

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le

Pour la Région,
La Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France,
Valérie PECRESSE

Pour le pôle
Le(a) Président(e)

Annexe 1 : Fiche projet

Annexe 1.1 : annexe financière

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE XX

Période :

| DEPENSES | | BP 2020 HT | en % |
|--|--|------------|------|
| <i>Salaires et charges</i> | | | |
| <i>Contribution des membres et bénévoles*</i> | | | |
| <i>Achats de prestations</i> | | | |
| Etudes / Amorçage de projets | | | |
| Marketing / Offre / Prospection | | | |
| Animations Membres / Editions | | | |
| Services juridiques et comptables | | | |
| <i>Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)</i> | | | |
| Loyers et charges | | | |
| Télécom | | | |
| | | | |
| TOTAL DEPENSES | | | |
| TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE | | | |

* Hors assiette éligible

| RECETTES | | Montant en € | en % |
|------------------------------------|-----------------------|--------------|-----------|
| <i>Financements privés</i> | | | |
| Fondateurs | | | |
| Cotisations privées | | | |
| Sponsorship | | | |
| <i>Financements publics</i> | | | |
| Collectivités Territoriales | | | |
| Région Île-de-France | | | |
| DIRECCTE | | | |
| | TOTAL RECETTES | 0 € | 0% |

| DEPENSES ELIGIBLES PAR MISSIONS | | Montant en € | |
|---------------------------------|----------------------|---------------------|-------|
| | Achat de prestations | Salaires et charges | TOTAL |
| Mission A | | | |
| Mission B | | | |
| Mission C | | | |
| Missions D | | | |
| Missions E | | | |
| TOTAL | | | |

Annexe 1.2 : Plan d'actions

Annexe 1.3 : Modèle de compte rendu budgétaire du pôle

| en € | 2023 | | 2024 | | 2025 | | 2026 | |
|---|--------------|---------|--------------|---------|--------------|---------|--------------|---------|
| | Conventionné | Exécuté | Conventionné | Exécuté | Conventionné | Exécuté | Conventionné | Exécuté |
| Dépenses : | | | | | | | | |
| Budget pôle | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Répartition par type de dépenses | | | | | | | | |
| dont : Frais de personnel | | | | | | | | |
| dont : Autres dépenses | | | | | | | | |
| Répartition par type de mission | | | | | | | | |
| dont : Missions A | | | | | | | | |
| dont : Missions B | | | | | | | | |
| dont : Missions C | | | | | | | | |
| dont : Missions D | | | | | | | | |
| dont : Missions E | | | | | | | | |
| Recettes : | | | | | | | | |
| Financement privé | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| dont : Cotisations | | | | | | | | |
| dont : Valorisation contribution en nature d'origine privée | | | | | | | | |
| dont : Prestations | | | | | | | | |
| dont : Autres ressources privées | | | | | | | | |
| Financement public | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Etat – via Région 1 | | | | | | | | |
| Etat – via Région 2 | | | | | | | | |
| CR 1 | | | | | | | | |
| CR 2 | | | | | | | | |
| CR | | | | | | | | |
| CR | | | | | | | | |
| Fonds structurels | | | | | | | | |
| Valorisation contribution en nature d'origine publique | | | | | | | | |
| Autres financeurs publics | | | | | | | | |
| Programmes européens (Horizon Europe, Cosme, Interreg,) | | | | | | | | |
| Dépenses | | | | | | | | |
| Recettes | | | | | | | | |

Annexe 1.4 : Indicateurs

- a. Nombre d'adhérents en 2026
- b. Part de financements privés en 2026
- c. Nombre de projets régionaux / nationaux accompagnés et/ou labélisés
- d. Nombre de projets régionaux / nationaux accompagnés et/ou labélisés et financés
- e. Nombre de projets européens accompagnés et/ou labélisés
- f. Nombre de projets européens accompagnés et/ou labélisés et financés
- g. Actions réalisées dans le cadre du CSF (ou quand pas de CSF dans le cadre d'interpoles)
- h. France 2030 :
 - I. Objectif sur transition numérique
 - II. **Objectif sur transition écologique** (à défaut : développer un accompagnement spécifique à la transition écologique pour les entreprises de votre filière)
 - III. **Nombre d'acteurs émergents détectés et nombre d'acteurs émergents accompagnés** (à défaut : accompagner pendant la phase V, à travers un appui au montage de projets, vers des guichets France 2030, un nombre d'acteurs émergents équivalent à 25% de votre nombre d'entreprises adhérentes)
 - IV. Objectif sur l'industrialisation
 - V. Objectif sur les compétences et la formation
 - VI. **Déploiement territorial de France 2030 et des politiques régionales** (à défaut : participer activement à la territorialisation de France 2030, en lien avec la Préfecture et les services de la Région, sur sollicitation de ces institutions notamment)

Annexe 2 : Tableau de synthèse des régimes d'aide par type de mission

| Mission | Références à utiliser |
|--|--|
| A : Missions relevant de l'exercice de l'autorité publique, exercées par le pôle | Pas d'aide d'Etat |
| B : Missions exercées au bénéfice de l'ensemble des membres du pôle | <p><i>Se référer également à la note méthodologique relative au financement des actions collectives et/ou des actions individualisées en faveur d'entreprises.</i></p> <p>Régime SA.58995 relatif aux aides à la RDI, conditions générales + point 5.2.3 « aides aux pôles d'innovation »</p> |
| C : Missions conduites en faveur d'un ou plusieurs bénéficiaires ciblés et qui ne sont pas proposées à l'intégralité des adhérents au pôle. | <p><i>Se référer également à la note méthodologique relative au financement des actions collectives et/ou des actions individualisées en faveur d'entreprises.</i></p> <p>Régime SA 58995 relatif aux aides à la RDI, conditions générales + 5.2.4 « aides à l'innovation en faveur des PME » ; 5.2.1 « aides aux projets de recherche et de développement » et « aides aux études de faisabilité » et 5.2.5 « aide en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation »</p> <p>Régime SA.59106 relatif aux aides en faveur des PME : 6.2 « services de conseil en faveur des PME » 6.3 « aides à la participation des PME aux foires ». 6.5 « aides en faveur des jeunes pousses ».</p> <p>Régime SA.58981 relatif aux aides à la formation</p> <p>Règlement CE n°1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis et la circulaire relative à l'application du règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis¹.</p> |
| D : Prestations commerciales n'ayant pas vocation à être subventionnées | Aucune aide publique |
| E : Actions financées par l'Union européenne | <p>Pas de notion d'aide d'Etat pour les projets soutenus directement par des programmes de l'Union européenne de type Cosme, Horizon Europe, Interreg...</p> <p>Fonds structurels : cf. missions A, B ou C</p> |

Annexe 3 : Fiche-projet - GLI 503 IOGS Soutien complémentaire

DOSSIER N° 23004038 - Soutien complémentaire à la réhabilitation du Grand Lieu d'Innovation "503" de l'IOGS - 2023

Dispositif : Lieux d'innovation – projets d'investissement (n° 00001033)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée du 19/05/2017

Imputation budgétaire : 906-67-20422-167002-400

Action : 16700204- Incubateurs, grands lieux d'innovation

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Lieux d'innovation – projets d'investissement | 3 000 000,00 € HT | 50,00 % | 1 500 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 1 500 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT D OPTIQUE

Adresse administrative : 2 AVENUE AUGUSTIN FRESNEL
91120 PALAISEAU CEDEX

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Rémi CARMINATI, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 janvier 2023 - 1 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'augmentation des indices sur lesquels sont basés les marchés publics de travaux du porteur de projet (IOGS) ne leur permet pas aujourd'hui de poursuivre et de finaliser les travaux de réhabilitation engagés depuis 2021.

Le porteur de projet a ainsi formulé le 03/01/2023 une demande de financement complémentaire permettant de finaliser les travaux de réhabilitation, et prenant en compte les dépenses engagées depuis le 03/01/2023 jusqu'à la fin des travaux.

Description :

L'Institut d'Optique Graduate School (IOGS ou Institut d'Optique Théorique et Appliquée) est un Etablissement d'Enseignement Supérieur et de Recherche français de rang mondial dans les domaines de l'optique et de la photonique ; aux liens étroits avec l'industrie, notamment quantique (Alain Aspect, co-lauréat du prix Nobel 2022 de physique, y exerce). Il dispose de trois sites dont un à Palaiseau (91), sur le campus Paris-Saclay qui accueille également son Centre entrepreneurial « 503 ».

Celui-ci regroupe dans un même lieu plus d'une vingtaine d'entreprises innovantes dans le domaine de la photonique et des hautes technologies, ainsi que les élèves-ingénieurs de la Filière Innovation Entrepreneurs (FIE) créée par l'Institut d'Optique. Il comprend des espaces de formation, de maturation et d'incubation, une plateforme technologique d'innovation incluant un Fablab, un dispositif d'accueil des écosystèmes de l'innovation, un programme événementiel.

Avec 250 usagers, 27 entreprises en résidence et plus de 10 projets de création d'entreprise, le 503 est un acteur incontournable de l'innovation dans le domaine de la photonique et des hautes technologies. En 15 ans, cet écosystème a démontré son efficacité avec la création de 15 entreprises avec un taux remarquable de survie à 5 ans de 100 %. Ces nouvelles entreprises ont été associées à la création de plus de 130 emplois pour un chiffre d'affaires total de près de 10 millions d'euros.

Parmi ces nouvelles entreprises créées, quelques initiatives exemplaires illustrent l'excellence du programme du 503 et de la Filière Innovation-Entrepreneurs (FIE) comme la start-up Stereolabs primée à Hollywood lors de la 5ème édition des « 3D Technology Awards » ou encore DAMAE Medical dont la cocréatrice, Anaïs Barut, a été nommée récemment parmi les 10 meilleurs innovateurs français de moins de 35 ans. Au total les start-up issues de la FIE ont obtenu près d'une centaine de prix nationaux et internationaux.

Dans le cadre de la CP 2017-612 du 22 novembre 2017, la Région avait soutenu à hauteur de 1 200 000 euros la réhabilitation complète du Centre entrepreneurial « 503 » au titre du dispositif « Grands Lieux d'Innovation ».

Cependant, l'augmentation des indices sur lesquels sont basés les marchés publics de travaux de l'IOGS ne leur permet pas aujourd'hui de poursuivre et de finaliser les travaux de réhabilitation engagés depuis 2021. Il est ainsi proposé d'affecter une autorisation de programme supplémentaire de 1 500 000 euros pour permettre à l'IOGS de finaliser les travaux du « 503 », sur des dépenses non engagées au moment de la demande, et sur lesquelles le précédent soutien régional n'était pas fléché.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------------------------------|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Installation Air comprimé espace ENT | 151 708,00 | 5,06% |
| Centrale GTB Centrale GTB | 133 735,00 | 4,46% |
| Travaux Espace Convivialité R+3 | 120 560,00 | 4,02% |
| Mobilier (hors espace enseignement) | 219 200,00 | 7,31% |
| Matériel informatique | 82 200,00 | 2,74% |
| Signalétique intérieure | 65 000,00 | 2,17% |
| Aménagement espace cafétéria | 76 720,00 | 2,56% |
| Sono et vidéo Amphithéâtre | 205 000,00 | 6,83% |
| Réfection mobilier Amphithéâtre | 115 100,00 | 3,84% |
| Vidéoprotection | 18 748,00 | 0,62% |
| Wifi visiteurs | 73 000,00 | 2,43% |
| Contrôle d'accès | 142 000,00 | 4,73% |
| Espaces verts Espaces verts | 97 029,00 | 3,23% |
| Honoraires MO & AMO | 1 000 000,00 | 33,33% |
| Travaux gros œuvre Amphithéâtre | 150 000,00 | 5,00% |
| Travaux gros œuvre R+3 | 200 000,00 | 6,67% |
| Travaux espace cafétéria / Terrasse | 150 000,00 | 5,00% |
| Total | 3 000 000,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Subvention Région (sollicitée) | 1 500 000,00 | 50,00% |
| Autres financements publics (France 2030 et Département de l'Essonne) | 1 500 000,00 | 50,00% |
| Total | 3 000 000,00 | 100,00% |

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEF 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Annexe 4 : Convention type - Lieux d'innovation - Investissement

CONVENTION

de soutien aux lieux d'innovation

INVESTISSEMENT

XXXX.....,

Statut juridique :

Dont le numéro SIRET est :

Dont le siège social est situé au

Ayant pour représentant, (qualité).....

En vertu de la délibération de la [collectivité] du

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

Et

La Région Ile-de-France,

Dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT OUEN SUR SEINE

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

En vertu de la délibération CP n° du

Ci-après dénommée « La Région »,

VU, Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (et notamment son article 56), et publié au JOUE le 26 juin 2014, tel que modifié par les Règlements (UE) 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017, publié au Journal Officiel de l'Union Européenne du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 ;

VU le régime cadre exempté d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation n° SA 58995, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU le règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité de fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et publié au JO L 352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 du 7 juillet 2020 ;

VU, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 1511-2.

PREAMBULE :

Le Bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « soutien à l'émergence et au développement de lieux d'innovation » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2017-101 du 19 mai 2017 modifiée.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP du, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le Bénéficiaire pour la réalisation du projet dont le descriptif complet figure dans la fiche projet de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention correspondant à :

-% de la dépense éligible,
- dont le montant prévisionnel s'élève à € HT,
- soit un montant maximum de subvention de €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT est détaillé dans l'annexe technique et la fiche projet annexées à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ART. 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- **maintenir pendant une durée de ans** l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité dont les caractéristiques sont précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention. Toute modification de la vocation du bâtiment ou de la nature de ses occupants doit être préalablement portée à la connaissance de la Région. Ce changement doit donner lieu à délibération et à la passation d'un avenant.
- constituer et à présider un Comité de Pilotage composé des financeurs de l'opération dont la Région et de personnalités qualifiées. Le Bénéficiaire remet aux membres de ce comité le compte rendu annuel d'activités du lieu.
- réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans la fiche projet.
- Communiquer chaque année à la Région un bilan du fonctionnement de l'équipement, comprenant au moins les informations et indicateurs suivants :
 - Nombre, nom et description des projets et entreprises accueillis et accompagnés dans et hors les murs dont :
 - ☞ portés par des femmes

☞ étrangers

- Nombre et montant des levées de fonds réalisées par les entreprises accompagnées
- Nombre d'emplois directs créés par les projets/entreprises accompagnés

ART. 2.2 : UTILISATION DES EQUIPEMENTS

Le Bénéficiaire accompagne les porteurs de projet et/ou les entreprises dans leur démarche de création, de développement de leurs activités et de mise en relation avec les réseaux d'experts et de financeurs.

Les infrastructures sont mises à la disposition des utilisateurs intéressés sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

Le Bénéficiaire y assure les prestations matérielles correspondant à :

- l'accueil et l'hébergement,
- des services généraux partagés,
- l'accès aux équipements mutualisés,
- l'entretien des locaux, etc.

Les prestations immatérielles (évaluation des projets, accompagnement et suivi des entreprises, préparation à l'insertion dans l'environnement économique) pourront être assurées par un ou plusieurs organismes compétents selon les modalités à définir avec le Bénéficiaire et les entreprises.

Toute concession ou autre forme de mandat confiant à un tiers l'exploitation de l'infrastructure est attribuée sur une base ouverte, transparente et non discriminatoire.

ART. 2.3 : OBLIGATIONS DIVERSES DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- s'il est concerné, à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.
- à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région,
- à tenir la Région immédiatement informée :
 - dans les deux mois de la survenance des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du projet,
 - des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,
 - des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,
 - de toute modification survenue : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire...

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Fournir sur demande de la Région le bilan d'activités de la gestion du projet.

[Le cas échéant, obligations spécifiques au régime d'aide retenu :

Pour les subventions attribuées sur le fondement du régime d'aide exempté n° SA 58995 relatif aux aides à la RDI notamment :

- Les prix pratiqués auprès des utilisateurs du lieu correspondent au prix du marché ;
- L'accès aux locaux, installations et activités proposés est ouvert à plusieurs utilisateurs et sur une base transparente et non discriminatoire ;

Pour les subventions attribuées sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent :

- Le bénéficiaire est chargé de répercuter le montant de l'aide sur les bénéficiaires finaux sous forme de rabais de prix ;
- Le bénéficiaire disposera d'une comptabilité analytique permettant de justifier de la répercussion totale de l'aide sur les bénéficiaires finaux
- Le bénéficiaire sera chargé d'appliquer la réglementation des aides d'Etat (ex : règlement de minimis) auprès de chaque bénéficiaire final. Il devra ainsi vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide, lui notifier la nature et le montant de l'aide ;
- Le bénéficiaire remontera la liste des bénéficiaires et le montant de leurs aides à la Région.
- Le bénéficiaire se soumettra aux contrôles de la région concernant la bonne mise en œuvre de la réglementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité de l'aide n'est pas reversée, la région demandera la récupération de la part de l'aide non répercutée.]

Pour les subventions attribuées sur le fondement du règlement de minimis XX :

ART. 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le Bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le Bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Afin de signaler la participation financière de la Région sur cette opération, une plaque spécifique devra être installée dans l'entrée du bâtiment. Cette plaque sera réalisée et financée par les services de la région.

Pendant toute la durée des travaux, le Bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de % du montant global ».

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1^{ère} de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le Bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le Bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ART. 3.1 : CADUCITE

- Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier versement constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier versement.

ART 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du Bénéficiaire. La demande de versement de subvention (DVS) précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du Bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ART. 3.2.1 : VERSEMENTS D'AVANCES

Le Bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements à effectuer dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% de la subvention.

ART. 3.2.2 : VERSEMENTS D'ACOMPTE

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80% de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ART. 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la

signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement,

- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un compte-rendu d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité pour les bénéficiaires concernés,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

ART.3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ART. 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au Bénéficiaire.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.
- Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
- Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

- Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée, en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants, ou en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.
- Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes techniques, dont la fiche projet.

Fait à Saint-Ouen sur Seine en 2 exemplaires originaux

Le

Le

Pour la Région Ile-de-France,
La Présidente du Conseil Régional

Pour le Bénéficiaire
Le Représentant

Annexe 5 : Fiches projets - 7 incubateurs

DOSSIER N° 23005900 - INCUBATEUR AGORANOV - SUBVENTION 2023

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)

Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 936-67-65748-167002-400

Action : 16700206- Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets | 565 000,00 € HT | 14,16 % | 80 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 80 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGORANOV

Adresse administrative : 96 BIS BOULEVARD RASPAIL
75006 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Jean-Charles POMEROL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 1er janvier 2023

Description :

Incubateur dit "Allègre", Agoranov a été créé en 2000. Ses membres sont Sorbonne Université, PSL, INRIA (statuts mis à jour pour donner suite aux changements dans la structuration des établissements), ainsi qu'IMT via Telecom Paris depuis septembre 2020.

C'est un incubateur de référence dans l'accompagnement de projets en maturation qui proposent des technologies de rupture, notamment dans les domaines du numérique et de la santé/biotech. Depuis sa création, Agoranov a accompagné 533 projets qui ont donné lieu à la création de 495 sociétés, plus de 15 000 emplois directs et 4.9 milliards d'euros de fonds levés.

Fort de son expertise reconnue, il apporte une contribution en termes d'accompagnement, d'animation et de formation au service de programmes d'incubation d'autres structures d'accompagnement telles que le 104 ou l'ESPCI.

Agoranov a pour objectif d'incuber 35 nouveaux projets en 2023 et d'accompagner ainsi plus de 60 projets de création d'entreprise en lien avec la recherche académique. L'équipe de l'incubateur également ses actions de sensibilisation au sein des établissements partenaires notamment afin de contribuer à promouvoir l'entrepreneuriat innovant auprès du public féminin.

Enfin Agoranov est devenu membre fondateur de Rise Europe qui réunit 20 acteurs majeurs de l'accompagnement des startups deeptech au sein de leurs écosystèmes respectifs issus de 14 pays européens.

Dans le cadre de l'AMI labellisation, la structure propose deux programmes :

- un programme avec une spécificité deeptech d'une durée de 24 mois
- le deuxième programme est une opérationnelle de senior et junior entrepreneurs en résidence de 6 mois

Les projets incubés remboursent une partie des frais liés à leur accompagnement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

🏠 DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Charges internes d'accompagnement (salaires...) | 465 000,00 | 34,19% |
| Frais de mission, réception, événementiel | 20 000,00 | 1,47% |
| Communication | 80 000,00 | 5,88% |
| Dépenses non retenues | 795 000,00 | 58,46% |
| Total | 1 360 000,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|----------------------|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 210 000,00 | 15,44% |
| Région Île-de-France | 80 000,00 | 5,88% |
| MESR | 570 000,00 | 41,91% |
| FSE | 250 000,00 | 18,38% |
| Mairie de Paris | 250 000,00 | 18,38% |
| Total | 1 360 000,00 | 100,00% |

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

DOSSIER N° 23005906 - INCUBATEUR DESCARTES - DD&I - SUBVENTION 2023

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)

Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 936-67-65748-167002-400

Action : 16700206- Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets | 202 000,00 € TTC | 9,90 % | 20 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 20 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DDI DESCARTES DEVELOPPEMENT ET INNOVATION
Adresse administrative : 2 B RUE ALFRED NOBEL
77420 CHAMPS SUR MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GERARD EUDE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 1er janvier 2023.

Description :

Créé en 2011, l'incubateur Descartes est le principal incubateur de Seine-et-Marne. Il est implanté au sein du cluster Descartes à Marne-la-Vallée, en lien avec l'écosystème d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation local (Université Gustave Eiffel, ESIEE, école des Ponts, IFSTTAR...).

DD&I Incubateur Descartes est positionné sur la thématique Ville durable qui correspond à la filière de référence du territoire, réaffirmée par le SRDEII. A ce titre, l'incubateur a pour objectif d'accueillir un minimum de 50% de projets se rattachant à la thématique ecotech / ville durable.

Pour sa stratégie internationale, DD&I Incubateur Descartes, labellisé BIC/EBN, s'appuie sur des collaborations avec CPR et Business France, ainsi que sur des projets pilotes de la Commission européenne (Inde, Tanzanie, Sri Lanka).

L'équipe sera renouvelée en 2023, une dizaine de formations seront proposées ainsi que des événements informels ; le programme d'animations de la technopole et de la Communauté French Tech Marne-la-Vallée enrichiront l'offre. L'incubateur continuera de proposer des prêts d'honneur avec le compartiment

Eiffel – Incubateur Descartes du fonds IGEU, qui verra la naissance d'un compartiment Fondation des Ponts, et poursuivra les labellisations French Tech Seed avec leurs partenaires

L'incubateur prévoit d'accompagner 20 nouveaux projets dont 10 dans le cadre du climate launchpad.

Dans le cadre de l'AMI labellisation, l'incubateur propose deux programmes :

- Un programme d'incubation de 63 à 36 mois
- Un programme de pré-incubation relai du "climate launchpad" de 6 mois en anglais comprenant du coaching, un bootcamp, une finale FR et EU.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

📍 CA PARIS VALLEE DE LA MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | | Recettes (€) | | |
|---|------------|---------|---|------------|---------|
| Libellé | Montant | % | Libellé | Montant | % |
| Accompagnement des porteurs de projets | 175 000,00 | 60,91% | Ressources propres | 2 300,00 | 0,80% |
| Prestations externes liées à l'accompagnement des porteurs (prestations intellectuelles, services...) | 19 500,00 | 6,79% | Communauté d'agglomération Paris Vallée de la Marne | 190 000,00 | 66,13% |
| Communication, événementiel | 7 500,00 | 2,61% | Région Île-de-France | 20 000,00 | 6,96% |
| Dépenses non retenues | 85 300,00 | 29,69% | COMUE Paris-Est | 10 000,00 | 3,48% |
| Total | 287 300,00 | 100,00% | Université Gustave Eiffel | 10 000,00 | 3,48% |
| | | | FEDER | 44 500,00 | 15,49% |
| | | | Financement privés | 10 500,00 | 3,65% |
| | | | Total | 287 300,00 | 100,00% |

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

DOSSIER N° 23005903 - INCUBATEUR INCUBALLIANCE - SUBVENTION 2023

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)

Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 936-67-65748-167002-400

Action : 16700206- Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets | 1 315 239,34 € HT | 6,08 % | 80 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 80 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INCUBALLIANCE
Adresse administrative : 42 COURS PIERRE VASSEUR
91127 PALAISEAU
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel MARITON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 1er janvier 2023.

Description :

Créé en 2000 dans le cadre de la loi Allègre, Incuballiance est l'incubateur de référence sur le plateau de Saclay pour l'accompagnement de projets deeptech.

Outre son lien originel avec des acteurs de la recherche publique, Incuballiance développe des liens étroits avec d'autres partenaires de l'innovation et de la recherche.

Son offre de service intègre notamment une phase intensive dite "Genesis-Lab", des avances financières et l'accès aux nombreux partenaires de l'incubateur.

Incubateur clé du plateau de Saclay, avec un positionnement Deeptech et Greentech et des liens importants avec l'écosystème d'ESR. Ses activités sont hébergées au sein du Playground Paris-Saclay, incubateur-pépinière-hôtel d'entreprises cofinancé par GLI. Incuballiance poursuit également ses collaborations avec d'autres structure d'accompagnement dont le SQYCub, la SATT Paris-Saclay et d'autres acteurs clés de l'écosystème entrepreneurial francilien.

Son programme d'action prévoit 60 projets accompagnés en 2023.

L'année 2023 marque une redynamisation des actions de l'incubateur public dans l'écosystème de Paris-Saclay et un renforcement des compétences internes. Les actions à l'international et notamment l'Europe continueront d'être développées avec la signature du partenariat EIC pour des actions d'accompagnement de projets et startup européens.

Enfin les actions en faveur de l'entrepreneuriat féminin seront renforcées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

🏠 ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Charges internes (salaires...) | 1 265 239,34 | 69,05% |
| Autres charges (services, prestations intellectuelles...) | 50 000,00 | 2,73% |
| Dépenses non retenues | 517 065,00 | 28,22% |
| Total | 1 832 304,34 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|----------------------|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 881 166,67 | 48,09% |
| MESR | 292 833,00 | 15,98% |
| Région Île-de-France | 80 000,00 | 4,37% |
| BPI | 175 638,00 | 9,59% |
| CAPS | 45 000,00 | 2,46% |
| FEDER-FSE | 150 000,00 | 8,19% |
| Financements privés | 207 666,67 | 11,33% |
| Total | 1 832 304,34 | 100,00% |

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : (EX) SA.40391 (RDI) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par règlement 2017/1084 de la Commission européenne du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

DOSSIER N° 23005904 - INCUBATEUR PARIS BIOTECH SANTE - SUBVENTION 2023

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)

Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 936-67-65748-167002-400

Action : 16700206- Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets | 385 000,00 € HT | 7,27 % | 28 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 28 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION INCUBATEUR PARIS
BIOTECH SANTE
Adresse administrative : 85 BOULEVARD SAINT GERMAIN
75006 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Christine CLERICI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 1er janvier 2023.

Description :

Paris Biotech Santé est un incubateur dit "Allègre", créé fin 2000 par l'Université de Paris Cité, l'ESSEC, l'INSERM et CentraleSupélec. Il sélectionne et accompagne, sur deux années, en moyenne une douzaine de nouveaux projets de création d'entreprises innovantes en santé par an. Depuis 2007, il anime également la Pépinière Santé Cochin.

L'association animera également 2 nouveaux lieux d'accueil d'entreprises innovantes, l'un sur le site du Centre Hospitalier de Sainte Anne (GHU Paris), l'autre sur le site du Centre Universitaire des Saints Pères en T3 2023 (Université de Paris), ce qui va lui permettre de disposer de deux fois plus de surfaces, donc d'augmenter le nombre de projets accompagnés notamment "dans les murs". Pour ces nouveaux lieux, Paris Biotech Santé prévoit la mise en place d'actions visant d'une part à favoriser les transferts de technologie et la rencontre entre chercheurs et incubés, et d'autre part à renforcer l'attractivité internationale de l'incubateur (échanges avec l'Université de Louvain/Sopartec).

PBS a par ailleurs intégré en qualité de fondateur le projet de candidature du consortium PUI VALOCITE auprès de l'Université Paris-Cité, Institut Pasteur, AP-HP, l'INSERM-Transfert, le CNRS, INRIA et la SATT

Erganeo. Dans le cadre du PUI, si le projet est retenu, il est prévu une collaboration sur l'accompagnement collectif et des animations communes avec les partenaires du PUI dans une dynamique multisectorielle (santé et hors santé). Il est également prévu une collaboration avec les programmes d'accompagnement vers la création d'entreprises des fondateurs du PUI.

Dans le cadre de l'AMI labellisation, L'incubateur propose 2 programmes qui consistent principalement en des actions d'accélération et de conseil.

Le deuxième programme ne nécessite pas de coût d'accélération car il est co financé par BPI et les ressources propres de PBS.

L'incubateur prévoit d'accompagner 12 nouveaux projets en 2023.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--------------------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Charges internes (salaires...) | 181 500,00 | 23,74% |
| Prestations externes | 150 000,00 | 19,62% |
| Communication | 53 500,00 | 7,00% |
| Dépenses non retenues | 379 671,00 | 49,65% |
| Total | 764 671,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|----------------------|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 332 800,00 | 43,52% |
| MESR | 250 000,00 | 32,69% |
| Ville de Paris | 90 000,00 | 11,77% |
| BPI | 63 871,00 | 8,35% |
| Région Île-de-France | 28 000,00 | 3,66% |
| Total | 764 671,00 | 100,00% |

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

DOSSIER N° 23005936 - INCUBATEUR LA RUCHE - SUBVENTION 2023

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)

Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 936-67-65748-167002-400

Action : 16700206- Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets | 1 668 255,94 € HT | 1,80 % | 30 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 30 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L ACADEMIE DES RUCHES

Adresse administrative : 24 RUE DE L EST
75020 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Bruno HUMBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 01/01/2023.

Description :

La Ruche est un acteur de référence pour l'accueil et l'accompagnement de projets d'innovation sociale et sociétale, en cohérence avec la politique ESS de la Région.

La structure s'appuie sur 3 métiers : incubation, animation de communauté et évènementiel.

Basée à Paris, ses lieux d'accueil ont vocation à s'étendre en France. En Île-de-France, plusieurs implantations : Paris, Montreuil, Saint-Denis et Saint-Germain-en-Laye.

Dans ses activités d'incubation, La Ruche propose différents types de programmes dont certains, les Audacieuses et les Ambitieuses, sont dédiés aux femmes entrepreneures.

Ces programmes permettent à la structure d'atteindre les 62% de projets accompagnés par des femmes en 2022, chiffre remarquable au regard du volume de projets accompagnés.

Ces programmes seront renouvelés en 2023, au premier rang desquels :

- Le programme des "Audacieuses", pour sa 9ème édition. Soutenu par la Région, c'est le programme historique de La Ruche qui promeut l'entrepreneuriat de femmes engagées et leur permet de développer concrètement leur entreprise.

Après 7 années d'existence, ce programme recense plus de 160 alumnis dont en moyenne 70% sont des

projets en Ile-de-France. 15 entrepreneuses seront accompagnées en 2023.

- Le programme des Ambitieuses Tech for Good", pour sa 6ème édition. Proposant un accompagnement de 9 mois dédié aux femmes entrepreneures et équipes mixtes qui présentent une solution technologique ou numérique et qui souhaitent changer d'échelle. Le projet doit répondre à une problématique sociale et/ou environnementale et être en phase d'accélération (preuve de concept, traction commerciale, premier CA, etc.).

Enfin, en 2023, la Ruche lance un nouveau programme: Transition. En réponse au rapport du GIEC, la Ruche a souhaité aller plus loin sur son engagement pour la transition écologique avec un programme de 9 mois. Ce parcours cible les entrepreneurs souhaitant accélérer leur projet à impact environnemental en Seine Saint Denis.

Sur l'année 2023, le programme Transition comptera 10 entrepreneurs.

Au global sur l'année, 2023, La Ruche prévoit de poursuivre la montée en charge de son activité d'incubation et du nombre de projets accompagnés pour atteindre les 1200 entrepreneurs accompagnés. Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Charges internes d'accompagnement | 751 755,94 | 38,06% |
| Frais de mission, réception, événementiel | 8 000,00 | 0,41% |
| Communication | 7 500,00 | 0,38% |
| Dépenses non retenues | 306 744,06 | 15,53% |
| Prestations externes | 901 000,00 | 45,62% |
| Total | 1 975 000,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--------------------------------|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Ressources propres | 850 000,00 | 43,04% |
| Autres financements publics | 805 000,00 | 40,76% |
| Financements privés | 290 000,00 | 14,68% |
| Subvention Région (sollicitée) | 30 000,00 | 1,52% |
| Total | 1 975 000,00 | 100,00% |

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

DOSSIER N° 23005928 - INCUBATEUR WILLA - SUBVENTION 2023

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)

Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 936-67-65748-167002-400

Action : 16700206- Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets | 945 161,00 € HT | 4,23 % | 40 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 40 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INCUBATEUR AU FEMININ

Adresse administrative : 35 RUE DU SENTIER
75002 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Marie GEORGES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 1er janvier 2023.

Description :

Willa (anciennement "Paris Pionnières") est un incubateur généraliste dédié aux femmes entrepreneures. Situé dans le 2ème arrondissement de Paris, sa surface totale atteint les 270 m² dont 170 m² disponibles pour les start-up et porteurs de projets (bien que la plupart des projets soient accompagnés hors les murs).

Depuis 2005, l'incubateur Willa œuvre pour accélérer la mixité dans l'entrepreneuriat et la tech, en se donnant deux missions principales :

1) Accompagner et former

L'association accompagne et forme des entrepreneures, des femmes et des équipes mixtes fondatrices de start-up dans le développement de leur entreprise innovante, du stade de l'idée jusqu'aux 3 premières années d'activités. Les programmes sont adaptés à tous les stades d'avancée du projet (entièrement gratuits pour les entrepreneures ou 100% finançable par les CPF pour certaines formations).

Trois formats de programmes sont proposés :

- "Émergence" : 2 à 8 semaines, pour passer de l'idée à l'action.

- "Accélération" : 6 mois, pour trouver son business model et ses premiers clients

- "Croissance" : 12 mois, pour partir à la conquête de son marché.

A titre d'exemple sur le format "Emergence" : l'incubateur travaille depuis 4 ans en partenariat avec l'incubateur Incuballiance (programme "WILLA Boost in Deeptech", un programme de 2 semaines 100% gratuit et 100% féminin) pour aider 20 femmes ingénieures, doctorantes, chercheuses ou étudiantes à tester leur fibre entrepreneuriale et découvrir les enjeux d'un projet entrepreneurial deeptech.

A titre d'exemple sur le format "Accélération" : le programme "GreenTech" de 6 mois pour favoriser l'émergence de projets innovants portés par des femmes dans la GreenTech. 7 start-ups accompagnées en 2022.

2) Sensibiliser aux enjeux de mixité

L'incubateur mène également des actions de sensibilisation aux enjeux de la mixité, notamment en multipliant les partenariats avec d'autres structures d'accompagnement pour les aider à féminiser leurs incubés et à favoriser l'entrepreneuriat féminin dans des filières où les femmes sont peu représentées (sport, énergies renouvelable, deeptech et fintech, etc.).

Willa décline également ses programmes d'accompagnement historiques sur des thématiques de la tech où les femmes sont particulièrement sous représentées.


Willa poursuit l'internationalisation de son offre par ses supports de communication et le développement de partenariats.

Pour l'année 2023, Willa prévoit d'accompagner 120 projets.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

 VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|---|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Charges internes d'accompagnement (salaire, etc.) | 569 228,00 | 47,92% |
| Frais de mission, réception, événementiel | 43 000,00 | 3,62% |
| Communication | 160 623,00 | 13,52% |
| Dépenses non retenues | 242 637,00 | 20,43% |
| Dont prestations extérieures | 172 310,00 | 14,51% |
| Total | 1 187 798,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|--------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Subvention Région (sollicitée) | 40 000,00 | 3,37% |
| Ressources propres | 487 690,00 | 41,06% |
| Subvention DRIETS (accordée) | 65 000,00 | 5,47% |
| Subvention Fonjep (accordée) | 7 108,00 | 0,60% |
| Subvention DRDFE (sollicitée) | 10 000,00 | 0,84% |
| Subvention FTCTF (sollicitée) | 60 000,00 | 5,05% |
| Subvention Ville de Paris (sollicitée) | 75 000,00 | 6,31% |
| Subvention DRIETS (sollicitée) | 120 000,00 | 10,10% |
| Subvention Ministère Recherche Enseignement Supérieur (sollicitée) | 7 500,00 | 0,63% |
| Subvention DGCS (sollicitée) | 30 000,00 | 2,53% |
| Financements privés (sponsorship, mécénat, etc.) | 285 500,00 | 24,04% |
| Total | 1 187 798,00 | 100,00% |

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel
que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972
du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

DOSSIER N° 23005923 - INCUBATEUR 104 (CENT QUATRE) - SUBVENTION 2023

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)

Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 936-67-657381-167002-400

Action : 16700206- Appui à l'innovation, évaluation, études et promotion

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets | 125 355,92 € HT | 9,57 % | 12 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 12 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 104 CENT QUATRE
Adresse administrative : 104 RUE D'AUBERVILLIERS
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame MARIALYA BESTOUGEFF, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses subventionnables sont engagées depuis le 1er janvier 2023.

Description :

104 Factory est l'incubateur du CentQuatre, centre culturel du nord parisien. Il intervient dans la filière des industries culturelles et créatives.

La présence de l'incubateur dans le CentQuatre constitue un pivot du programme d'accompagnement des projets incubés, par le biais de protocoles d'expérimentations qui permettent aux start-up de tester leurs produits auprès du public.

En plus de ses programmes d'accompagnement déjà existants, l'incubateur poursuit en 2023 le développement de son programme d'accompagnement à destination des start-up et porteurs de projets : "Culture Impact". En partenariat avec le collectif Les Augures et ARVIVA, ce programme doit permettre de penser les innovations du secteur culturel dans une logique de réduction de l'impact. 5 porteurs de projets ont été spécifiquement accompagnés sur ce sujet en 2022.

L'incubateur souhaite notamment mobiliser 0,3 ETP supplémentaire sur ce programme.

En outre, le 104 Factory prévoit en 2023 de consolider sa stratégie de développement à l'international centrée sur les marchés porteurs, pour accompagner les start-up dans leur développement à l'international et contribuer au rayonnement de l'incubateur sur de nouveaux territoires. Les partenariats

existants seront renforcés, notamment :

- Avec INCO dans le cadre des Expéditions créatives, programme de mobilité internationale visant à créer des ponts entre les écosystèmes culturels sénégalais, tunisiens et français
- Avec le Québec et les partenaires Zu et le Centre Phi.

Enfin, le 104 Factory a accueilli des sessions du programme "Startups à l'école" piloté par leur partenaire Agoranov ; ainsi que "l'Opération Option Innovation" visant à sensibiliser des lycéens à l'entrepreneuriat.

L'incubateur affiche d'excellents taux sur l'entrepreneuriat des femmes : 80% des projets accompagnés en 2022 étaient portés par des femmes.

Pour 2023, l'incubateur prévoit l'accompagnement de 17 nouveaux projets.

Dans le cadre du futur Réseau des incubateurs et accélérateurs franciliens porté par la Région, le 104 Factory souhaite organiser avec d'autres incubateurs tels que la Ruche et Willa un cycle de rencontres / échanges autour de l'impact.

Également, le 104 Factory organisera une rencontre au CENTQUATRE-PARIS destinée aux membres du Réseau, qui s'articulera autour d'une visite du lieu et d'ateliers d'échanges de pratique. Enfin, lors de la prochaine édition d'Open Factory, le Réseau sera mis en avant.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

■ DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|--|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Charges internes d'accompagnement (salaires, etc.) | 35 000,00 | 9,86% |
| Frais de mission, réception, événementiel | 22 500,00 | 6,34% |
| Communication | 42 855,92 | 12,07% |
| Dépenses non retenues | 229 584,09 | 64,68% |
| Charges externes d'accompagnement | 25 000,00 | 7,04% |
| Total | 354 940,01 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|--|------------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Subvention Région (sollicitée) | 12 000,00 | 3,38% |
| Subvention Ville de Paris (sollicitée) | 10 000,00 | 2,82% |
| Subvention Ministère de la Culture (obtenue) | 15 000,00 | 4,23% |
| Subvention Ministère de la Culture (sollicitée) | 50 000,00 | 14,09% |
| Ressources propres | 230 972,00 | 65,07% |
| Financements privés (sponsorship, mécénat, etc.) | 36 968,01 | 10,42% |
| Total | 354 940,01 | 100,00% |

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel
que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972
du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Annexe 6 : Convention type - Lieux d'innovation - Incubateurs

CONVENTION DE SOUTIEN AUX LIEUX D'INNOVATION en fonctionnement

Entre

La Région Ile-de-France,

Dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil – 93400 SAINT OUEN SUR SEINE

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

En vertu de la délibération CP n°202X-XXX du

Ci-après dénommée « La Région »,

Et

XXXX.....,

Statut juridique :

Dont le numéro SIRET est :

Dont le siège social est situé au

Ayant pour représentant , (qualité).....

En vertu de la délibération de la [collectivité] du

Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

VU, le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, et publié au JOUE le 26 juin 2014, tel que modifié par les Règlements (UE) 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017, publié au Journal Officiel de l'Union Européenne du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020

VU le régime cadre exempté d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation n° SA.58995, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1511-2 ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 2017-101 modifiée du 18 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications.

PREAMBULE :

Le Bénéficiaire a sollicité la Région en 2023 afin d'obtenir un soutien financier dans le cadre de la politique régionale soutenant les lieux d'innovation proposant des actions d'aide à la maturation et à l'accélération de projets.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP du, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le Bénéficiaire pour la réalisation du projet dont le descriptif complet figure dans la fiche annexée à la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention correspondant à :

-% de la dépense éligible,
- dont le montant prévisionnel s'élève à € HT,
- soit un montant maximum de subvention de €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est détaillé dans la fiche projet annexée à la présente convention.

La présente convention est attribuée au titre de l'année 2023.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans la fiche projet annexée à la présente convention.
- Affecter la subvention à la réalisation du projet présenté dans la fiche projet et affecter les moyens humains et financiers pour mener à bien le projet précité.
- Convier la Région aux comités de sélection des projets et lui fournir en amont de leurs tenues, les présentations des projets sollicitant une entrée dans la structure.
- Répondre auprès de la Région de toute question relative à l'organisation matérielle et au bon déroulement du projet.
- Solliciter préalablement l'accord écrit de la Région pour toute modification substantielle de la nature des dépenses définies dans la fiche projet.
- Informer la Région des difficultés ou événements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet.
- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.
- Fournir sur demande de la Région des informations relatives aux projets et entreprises accompagnées au format demandé.
- Les lauréats du présent appel à projet intégreront le réseau des incubateurs initié par la Région, et s'engageront à en être un membre actif pendant la durée de la convention.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le Bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s)s ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le Bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région :
 - o dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et document à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changement de personnes chargées des instances de décision ou de l'administration, statuts, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, changement de numéro d'immatriculation, changement de domiciliation bancaire.
 - o des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc) dans leur déroulement.
 - o des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention.
- Fournir à la Région, avant le 1^{er} mars de l'année suivant l'attribution de la subvention :
 - o Les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce, un expert-comptable ou la personne habilitée à certifier les comptes;
 - o Le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées pour lequel la Région fournira une trame.
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements dans les délais prévus, tels que mentionnés dans l'article 3 « modalités de versement de la subvention régionale » de la présente convention.
- Faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, entre autres, par un accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori. En effet, pour chaque projet subventionné, un contrôle technique et financier peut être exercé sur pièce et sur place par la Région. Ce contrôle porte notamment sur les conditions d'utilisation de la subvention.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Appliquer le code de la commande publique.

OPTION A CHOISIR PAR LE SERVICE OPERATIONNEL LORS DE LA SIGNATURE DE LA CONVENTION AVEC CHAQUE BENEFICIAIRE :

OPTION 1 : Pour les subventions attribuées sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent :

- Le bénéficiaire est chargé de répercuter le montant de l'aide sur les bénéficiaires finaux sous forme de rabais de prix ;
- Le bénéficiaire sera chargé d'appliquer la réglementation des aides d'Etat (ex : règlement de minimis) auprès de chaque bénéficiaire final. Il devra ainsi vérifier l'éligibilité de l'entité à l'obtention d'une telle aide, lui notifier la nature et le montant de l'aide ;
- Le bénéficiaire envoie chaque année à la région la liste des bénéficiaires, le montant de leurs aides et la base juridique choisie ;
- Le bénéficiaire se soumettra aux contrôles de la région concernant la bonne mise en œuvre de la réglementation des aides d'Etat auprès des bénéficiaires finaux. Si l'intégralité de l'aide n'est pas reversée, la région demandera la récupération de la part de l'aide non répercutée.

OPTION 2 : Pour les subventions attribuées sur le fondement du régime d'aide exempté n° SA 58995 relatif aux aides à la RDI (aides en faveur des pôles d'innovation):

- Les prix pratiqués auprès des utilisateurs du pôle correspondent au prix du marché ;
- L'accès aux locaux, installations et activités proposés est ouvert à plusieurs utilisateurs et sur une base transparente et non discriminatoire ;
- L'aide a été calculée conformément aux modalités visées aux § 5.2.3 du régime précité

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Ile-de-France, le co-contractant s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « Action soutenue par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le Bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication liés au projet subventionné.

Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la

Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'invitation et, le cas échéant, l'intervention orale d'un représentant de la Région aux cérémonies officielles organisées dans le cadre du projet, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations relevant de la présente convention et de conseiller le Bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration du délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et donc annulée.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du Bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ART. 3.2.1 : VERSEMENTS D'AVANCES

Le Bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements à effectuer ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du Bénéficiaire, et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- d'un rapport d'activité correspondant au bilan final du projet et comprenant le nombre et la description des projets et entreprises accueillis dans l'espace,
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- d'un rapport d'activité correspondant au bilan final du projet et comprenant le nombre et la description des projets et entreprises accueillis dans l'espace,
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,

- un compte-rendu d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité pour les bénéficiaires concernés, uniquement dans le cas où l'article 2.2 s'applique,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Concernant les bénéficiaires de subventions attribuées sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent, si l'intégralité de l'aide n'est pas reversée aux bénéficiaires finaux, la région demandera la récupération de la part de l'aide non répercutée (cf. article 2.4).

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte du ... au

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale, soit le XX.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : EVALUATION DES REALISATIONS ET RESULTATS

La Région procédera, avant le 31 mars de l'année suivant l'attribution de la subvention, à une évaluation des réalisations et des résultats de la structure soutenue, sur la base du rapport d'activité détaillé évoqué à l'article 2.4. Sur cette base sera également organisée une réunion de suivi portant sur les réalisations de la structure et son programme d'action pour l'année suivante.

Le renouvellement du soutien régional au terme des programmes d'action n'est pas garanti : il est soumis à une analyse des réalisations et résultats obtenus par la structure tant sur le plan qualitatif que quantitatif.

Le soutien de la Région est également déterminé, par année, au regard :

- du programme d'actions que se fixe la structure pour atteindre les objectifs fixés,
- de l'intérêt régional du projet,
- des règles de dégressivité indiquées dans le règlement de l'appel à projets.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution :

- de tout ou partie de la subvention versée en cas non-respect des obligations du bénéficiaire ou d'utilisation des fonds non conforme à leur objet,
- de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée,
- de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité pour les Bénéficiaires concernés (voir article 2.2),
- de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.
- de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées,

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et son annexe dénommée « fiche projet ».

Fait à Saint-Ouen sur Seine, en 2 exemplaires originaux, le XXX

**Pour la structure,
Son représentant,**

**Pour le Conseil régional d'Ile-de-France,
La Présidente,**